

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux mêmes

Infos internationales.

- USA. Défaite pour les anti-armes à feu aux Etats-Unis. (29.06)
- Grèce. Grève générale mardi en Grèce contre la réforme des retraites. (29.06)
- Espagne. Grève dans le métro de Madrid. (29.06)
- Bangladesh. Grève générale au Bangladesh: plus de 300 personnes arrêtées. (28.06)
- Chine: on a raison de se rebeller, dit la nouvelle génération d'ouvriers. (26.06)
- Italie: grève générale contre l'austérité, des milliers de manifestants. (26.06)
- G-B. Retraites : Londres projette de repousser l'âge légal à 66 ans. (25.06)
- Italie. Les ouvriers de l'usine Fiat de Pomigliano ont voté la limitation du droit de grève... (24.06)
- Très forte augmentation du nombre de millionnaires dans le monde en 2009 (titre de LdC). (23.06)
- De plus en plus d'Européens ont du mal à joindre les deux bouts. (23.06)
- G-B. Osborne présente un budget d'extrême rigueur en Grande-Bretagne. (23.06)
- Bangladesh: 700 usines textile fermées à la suite d'un mouvement de protestation. (23.06)
- Chine. Grève dans une usine du japonais Denso en Chine. (23.06)
- Algérie. Plus de 6.000 ouvriers d'Arcelor Mittal en grève en Algérie. (23.06)
- Bangladesh: violents heurts lors d'une manifestation des ouvriers du textile. (20.06)
- Irak. Manifestation à Bassorah, en Irak, un mort. (20.06)
- Grèce. Nouvelle grève générale prévue le 29 juin en Grèce. (18.06)
- Grèce. Grève des transports publics à Athènes contre le plan d'austérité du gouvernement. (18.06)
- Afrique du Sud. Grève des stadiers : la police sud-africaine assure la sécurité dans quatre stades. (16.06)
- Chine. Grève dans une usine Honda en Chine, la contestation gagne du terrain. (14.06)
- Allemagne. Manifestations en Allemagne contre l'austérité. (13.06)
- Italie. Manifestations en Italie contre la rigueur. (13.06)
- Italie. Les médias italiens dénoncent la "loi-bâillon" de Berlusconi. (12.06)
- Chine. Les mouvements sociaux se multiplient en Chine. (12.06)
- G-B. BT : scrutin sur une possible grève dans les prochains jours. (11.06)
- Grèce. Les cheminots grecs en grève contre la privatisation. (11.06)
- Chine. Troisième grève chez Honda en Chine. (11.06)
- Chine. Les grèves s'étendent vers l'intérieur de la Chine. (11.06)
- Chine : des heurts ont éclaté dans une usine en grève. (10.06)
- Espagne. Grève dans la fonction publique espagnole. (09.06)
- Chine. Honda touché par une nouvelle grève en Chine. (09.06)
- Les Etats de l'UE sont-ils encore souverains ? Vérifions-le immédiatement. (09.06)
- Sarkozy, Merkel, Strauss-Kahn et Barosso : des représentants des marchands d'armes. (08.06)
- Chine. Pékin monte le Smic à 115 euros. (05.06)
- Bruxelles veut plus de flexibilité pour les OGM en Europe. (05.06)
- Inde. ArcelorMittal signe un protocole d'accord en Inde. (05.06)
- Grèce. Les Grecs à nouveau dans la rue contre l'austérité. (05.06)
- Le vieux monde suspendu à l'économie d'armement et de guerre. (03.06)
- Chine. La jeune génération chinoise bouscule les règles salariales. (03.06)
- Palestine. La situation après l'attaque de la flottille en route vers Gaza. (01.06)
- Roumanie en crise: une grève générale historique pour le pays. (01.06)
- USA. Marée noire: la communication de BP aussi trouble que du pétrole. (01.06)
- Espagne. La crise politique, économique et sociale s'accroît en Espagne. (01.06)
- Japon. Les socialistes japonais quittent la coalition au pouvoir. (01.06)
- Le Portugal se mobilise dans la rue contre le plan de rigueur. (01.06)
- Chine. La révolte sociale gronde dans l'atelier du monde. (01.06)

Chine. La révolte sociale gronde dans l'atelier du monde. (01.06)

Figaro.fr - 30.05

De façon dramatique ou presque cocasse, la question des salaires dans l'«atelier du monde» a occupé le devant de la scène chinoise ces jours derniers. Le versant tragique, ce sont les suicides à la chaîne -au moins 10 morts en peu de temps- dans la gigantesque usine aux 400.000 ouvriers de Foxconn à Shenzhen. Les causes de ces tragédies sont complexes, mais les rythmes de travail intensifs et les maigres salaires ont été mis en cause. Paniquée pour son image, l'entreprise vient d'annoncer une hausse de 20% des salaires.

L'autre actualité moins noire sur le sujet, ce sont les grèves qui ont conduit les quatre usines Honda de Chine à cesser toute activité la semaine dernière. La grève est un phénomène peu courant en Chine, plutôt considéré comme un mal de pays occidental décadent.

L'affaire Foxconn a fait grand bruit, parce que l'entreprise est un monstre de l'électronique, avec 800.000 employés en Chine, qu'elle assemble l'iPhone pour Apple et travaille aussi pour Nokia, Sony ou HP. Les salaires moyens tournent autour de 900 yuans (107 euros). La compagnie a confirmé une prochaine augmentation des salaires, en prenant soin d'affirmer que ce n'était pas une réponse à l'épidémie de suicides. «Nous avons discuté de cette augmentation depuis le début de l'année alors que les affaires ont repris, et fixé une base de 20%», a déclaré un porte-parole de Foxconn à Taïpeh. De fait, cette augmentation correspond à ce qu'a préconisé le patron de la province cet hiver. L'usine Foxconn est en effet située dans le Guangdong, l'un des fiefs des exportateurs chinois, où il manquait officiellement 900.000 ouvriers dans les usines de la région fin février. Du coup, Wang Yang, le réformiste patron du Parti du Guangdong, avait déclaré que la province étudiait une augmentation du salaire minimum, de 15 à 20%.

Revendications soutenues par le gouvernement

L'autre événement saillant, donc, c'est la grève des ouvriers des usines chinoises de Honda, qui gère trois coentreprises dans le pays avec Dongfeng Motors et Guangzhou Automobile. Selon le «National Business Daily», les grévistes, qui gagnent en moyenne moins de 1.500 yuans par mois (179 euros), réclament des augmentations substantielles. Un porte-parole de Honda en Chine a déclaré que «la compagnie est en négociation avec les travailleurs, en coordination avec le gouvernement local».

Aujourd'hui, un grand nombre d'entreprises étrangères ou assimilées implantées dans le pays font face à une montée des revendications des salariés et plus particulièrement des travailleurs migrants. Symptomatiquement, le Hong Kong Trade Development Council (HKTDC) doit présenter cette semaine un rapport intitulé «La hausse des coûts sur le continent touche de plein fouet les entreprises hong-kongaises». Or, avec les entreprises taïwanaises, elles sont les grands employeurs du Sud chinois. À côté de la hausse du coût des matières premières et de l'inflation, la pression pour l'augmentation des salaires -pourtant bien minces- est considérée comme un problème.

D'autant que ces revendications de hausse des salaires semblent soutenues, jusque dans une certaine mesure, par les dirigeants chinois. Avec deux objectifs : limiter les tensions sociales et muscler la consommation intérieure pour compenser la baisse des exportations vers l'Occident.

La meilleure preuve en est le rôle joué par la très officielle Fédération nationale des Syndicats de Chine (FNSC). Dans le Guangdong par exemple, elle a préconisé que le salaire minimum soit au moins égal à 40% du salaire moyen de la province. Selon Zhang Jianguo, de la FNSC, la part des salaires dans le PIB n'a cessé de baisser depuis 1983, passant de 56,5% à 36,7% aujourd'hui.

Cette hausse des salaires est aussi un grand argument des industries exportatrices contre toute appréciation du yuan, le secteur ne pouvant supporter en même temps ces deux facteurs de hausse de leurs produits destinés au marché extérieur. À moins d'accepter une réduction leur marge de profit, ce qui n'est pas d'actualité.

Le Portugal se mobilise dans la rue contre le plan de rigueur. (01.06)

JDF - 29.05

La cure d'austérité fait des vagues au Portugal. Samedi après-midi, des milliers de fonctionnaires et salariés du privé se sont rassemblés à Lisbonne pour participer à une grande manifestation nationale contre les mesures de rigueur annoncées par le gouvernement socialiste. «Nous ne voulons pas que la société portugaise tombe dans l'indifférence et se résigne», a déclaré Manuel Carvalho da Silva, secrétaire général de la CGTP, la principale confédération syndicale, qui a appelé à cette journée d'action.

Selon la principale confédération syndicale portugaise (CGTP), 300.000 personnes étaient présentes pour cette manifestation. Il s'agit, selon la CGTP, d'une affluence record pour ces dernières années, dépassant les 200.000 personnes qui avaient battu le pavé à Lisbonne le 13 mars 2009 pour réclamer de meilleures conditions de travail.

«Que les responsables de la crise paient !»

Les manifestants ont exprimé leur opposition aux plans du gouvernement qui, après avoir annoncé en février un premier programme d'austérité basé essentiellement sur une réduction des dépenses, a présenté en mai de nouvelles mesures dont une hausse généralisée des impôts, la baisse des aides sociales ou encore le gel des embauches des fonctionnaires. «Nous voulons que les mesures exceptionnelles, telles que la hausse de la TVA ou des impôts sur les revenus des ménages, soient associées à un calendrier et qu'elles s'inscrivent dans une stratégie à long terme», a expliqué Manuel Carvalho da Silva.

Fonctionnaires et salariés du privé, venus de différentes régions dans des dizaines de cars, se sont rassemblés en début d'après-midi dans plusieurs points de la capitale avant de défiler ensemble sur la principale artère de Lisbonne. Les professeurs se sont massés devant le ministère de l'Education, portant des pancartes bleues et rouges exigeant «que les responsables de la crise en payent les conséquences!» ou appelant «à geler le gouvernement». Les mesures d'austérité doivent permettre d'accélérer l'assainissement des finances publiques face au risque d'une contagion de la crise grecque et à l'explosion des taux d'intérêts de la dette, explique le gouvernement portugais qui s'est engagé à ramener son déficit de 9,4% du PIB en 2009 à 4,6% dès 2011 et sous les 3% préconisés par Bruxelles en 2013.

L'Union générale des travailleurs (UGT), deuxième confédération syndicale portugaise, historiquement proche du Parti socialiste, s'est démarquée de cette initiative affirmant «privilégier le dialogue» et refuser d'ajouter une «instabilité sociale» aux problèmes économiques du pays.

Appel à la grève générale pas exclu

Jeronimo de Sousa, secrétaire général du Parti communiste (PCP), dont le parti est proche de la CGTP, devait participer à la journée d'action à Lisbonne. La semaine dernière le PCP avait déposé une motion de censure contre la politique de «stagnation économique et de régression sociale» du gouvernement. Minoritaire au Parlement, le gouvernement socialiste avait échappé à cette sanction grâce à l'abstention du principal parti de droite (PSD), qui a apporté son soutien au programme d'austérité de l'exécutif.

«L'accord entre le gouvernement socialiste et le PSD «pour calmer les marchés» protège le capital mais pénalise les travailleurs, les retraités et les chômeurs, tous des victimes» de ce plan de rigueur, souligne un tract de la CGTP qui n'exclut pas d'appeler à une grève générale dans les prochains jours. «Plus la mobilisation sera forte samedi et plus nous serons en mesure d'appeler à une grève», a indiqué Libério Domingues, de la commission exécutive de la CGTP.

Japon. Les socialistes japonais quittent la coalition au pouvoir. (01.06)

LeMonde.fr - 30.05

Le Parti social-démocrate japonais (PSD) a annoncé, dimanche 30 mai, qu'il quittait la coalition au pouvoir en raison du maintien controversé d'une base américaine sur l'île d'Okinawa, faisant pression sur le premier ministre japonais Yukio Hatoyama avant les élections de juillet. 'Nous avons décidé de quitter le gouvernement lors d'une réunion' de la direction du parti, a déclaré la présidente du PSD, Mizuho Fukushima.

Le premier ministre Yukio Hatoyama avait décidé vendredi d'exclure de son gouvernement de coalition Mizuho Fukushima, opposée à l'accord conclu avec les Etats-Unis sur le transfert de la base militaire d'Okinawa, dans le sud du pays. La secrétaire d'Etat à la consommation et présidente du PSD avait répété qu'elle n'accepterait pas le maintien de la base sur cette île.

Mme Fukushima et son parti étaient les plus ardents partisans d'un transfert de la base en dehors d'Okinawa, qui accueille déjà les trois quarts des bases et la moitié des quelque 47 000 soldats américains chargés de défendre l'archipel. Pendant la campagne des législatives de l'été dernier, M. Hatoyama avait promis d'"alléger le fardeau" de la population locale qui se plaint du bruit, des risques d'accident et de la criminalité engendrés par la présence américaine.

Mais après plusieurs mois de tergiversations, le premier ministre a été contraint de reconnaître qu'il n'avait pas trouvé d'autre solution que de reconstruire Futenma, actuellement située en pleine ville, sur une baie protégée de l'île, contre l'avis de la population locale.

La coalition de centre-gauche vole donc en éclats. Elle était formée par le Parti démocrate du Japon (PDJ) avec le PSD et un petit parti nationaliste, le Nouveau parti du peuple (NPP). Le gouvernement a été constitué au lendemain de la victoire écrasante du PDJ aux législatives d'août 2009. La popularité M. Hatoyama a subi récemment une dégringolade dans les sondages, avec seulement environ 20 % d'opinions positives, un record.

Espagne. La crise politique, économique et sociale s'accroît en Espagne. (01.06)

Reuters - 30.05

Le gouvernement socialiste espagnol de José Luis Zapatero traverse une sérieuse zone de turbulences économiques, sociales et politiques et certains prédisent déjà des élections anticipées avant la fin de l'année.

Un sondage publié dimanche par le quotidien El Mundo montre que le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) arriverait plus de dix points derrière le Parti populaire d'opposition si des élections avaient lieu aujourd'hui, alors que la législature s'achève en 2012.

Les socialistes avaient devancé de trois points le PP lors des élections de mars 2008, mais, depuis, le nombre des chômeurs a plus que doublé pour atteindre le chiffre de 4,6 millions.

"Le gouvernement ne fait pas seulement face à une crise économique mais aussi à une crise politique parce que sa façon de gouverner est défaillante", assure Angel Laborda, économiste au cabinet de consultants bancaires Funcas.

"Je crois que des élections législatives seront organisées tôt ou tard", ajoute-t-il, se référant aux difficultés que le gouvernement éprouve à faire accepter ses mesures d'austérité et à obtenir une réforme du code du travail.

Les socialistes espagnols s'efforcent de montrer à des marchés financiers mondiaux nerveux que la quatrième économie de la zone euro n'emboîte pas le pas à l'économie grecque, mais le redressement de l'opposition réduit sa marge de manoeuvre.

Les syndicats, même s'ils ne représentent moins de 20% de la population active, ont annoncé une grève d'une journée des fonctionnaires le 8 juin contre la baisse de leurs traitements.

La date butoir pour parvenir à une réforme du code du travail négociée avec les partenaires sociaux a été repoussée samedi d'une semaine par le gouvernement.

REPRISE PLUS TIMIDE QUE PREVU

Celui-ci a annoncé que, faute d'accord, il imposerait la réforme par voie de décret, une perspective à laquelle les syndicats ont menacé de réagir par une autre grève générale.

Les employeurs souhaitent assouplir la législation sur l'embauche et le licenciement mais les syndicats insistent sur le maintien des acquis sociaux.

Les pourparlers avec les partenaires sociaux se sont poursuivis ce week-end, parallèlement à la mise en place des mesures d'austérité que le gouvernement a fait adopter de justesse jeudi par le Parlement.

Les regards seront tournés lundi vers les marchés financiers après la décision prise vendredi par l'agence de notation Fitch Ratings d'abaisser la note souveraine de l'Espagne à AA+, contre AAA auparavant.

L'agence a expliqué sa décision en prédisant que la reprise de l'économie espagnole serait "plus timide" que prévu par le gouvernement en raison des mesures d'austérité adoptées.

Le gouvernement a dû admettre que la sortie de crise serait plus longue que prévu en révisant cette semaine à la baisse sa prévision de croissance pour 2012, à 2,5% au lieu de 2,9%.

Selon Angel Laborda, "la crise politique contrarie les effets positifs que les mesures d'austérité pouvaient avoir parce qu'elle porte atteinte à la confiance des investisseurs".

USA. Marée noire: la communication de BP aussi trouble que du pétrole. (01.06)

20minutes.fr - 31.05

Signes avant-coureurs de l'explosion ignorés, importance de la fuite minimisée... BP est attaqué de tous les côtés...

A qui la faute? Alors que le pétrole pourrait s'écouler jusqu'au mois d'août après l'échec de l'opération «top kill», chacun se renvoie la balle. L'administration Obama accuse l'exploitant de la plateforme, BP, qui se décharge sur le constructeur Transocean, tout en reconnaissant être «au bout du compte responsable». Alors que l'enquête est encore loin d'être bouclée, de nombreux éléments accablent la compagnie pétrolière britannique.

Origines de l'explosion: des signes avant-coureurs ignorés

Le rapport préliminaire des sénateurs Henry Waxman et Bart Stupak, publié la semaine dernière et basé sur des éléments fournis par BP, n'est pas tendre. Il relève «trois signes avertissant» de l'imminence de la catastrophe dans l'heure précédant l'explosion. La pression a notamment subitement augmenté dans le puits. «Les données suggèrent que les ouvriers» ont tenté une intervention, notent les sénateurs, qui qualifient «d'erreur fondamentale» la poursuite de l'activité par BP.

BP savaient qu'il y avait des risques mais a modifié ses règles de sécurité

Selon une enquête du New York Times, BP était préoccupé par la sécurité de la plateforme Deepwater Horizon 11 mois avant l'accident. Le 22 juin 2009, des ingénieurs de BP estimaient que l'enveloppe métallique que la compagnie voulait utiliser pourrait céder sous une forte pression. «Cela serait certainement le pire scénario», mettait en garde dans un rapport interne Mark Hafle, un ingénieur spécialiste en forage chez BP. La groupe pétrolier a néanmoins maintenu sa décision d'utiliser ce coffrage mais seulement après avoir obtenu la permission d'autres responsables du groupe, car une telle mesure violait les propres règles de sécurité de la compagnie, selon le NYT. Devant une commission d'enquête du Congrès, Mark Hafle a cependant juré que «personne ne pensait que ça poserait un problème de sécurité». «Tous les risques ont été pris en compte. Nous avons un modèle suggérant que si la construction était effectuée correctement, l'ouvrage serait couronné de succès.»

Deux autres accidents ont touché des installations BP ces dernières années

BP jure donc que «tous les risques» avaient été pris en compte. De précédents incidents ne plaident cependant pas en sa faveur. En 2005, quinze ouvriers sont morts suite à une explosion dans une raffinerie au Texas. BP a été condamné à plusieurs amendes se montant à plus de 350 millions de dollars pour ne pas avoir mis en œuvre des mesures de sécurité recommandées par les pouvoirs publics. L'entreprise dit avoir versé plus d'un milliard de dollars aux victimes. En 2006, une fuite majeure sur un oléoduc exploité par l'entreprise en Alaska a conduit à sa fermeture. Une autre conduite de l'Etat a été fermée, la semaine dernière, après une panne de courant ayant déclenché l'ouverture accidentelle d'une valve.

Une fuite minimisée

Au lendemain de l'explosion, les garde-côtes indiquent «qu'aucune fuite sous-marine n'a été détectée.» Deux jours plus tard, BP estime que le pétrole s'écoule à «1.000 barils» par jour. A la fin de la semaine, les autorités américaines revoient le chiffre à la hausse: 5.000 barils/jour (800.000 litres). Un porte-parole de BP parle alors de «légère divergence d'opinion», avant que l'entreprise reconnaisse finalement que les fuites sont «plus importantes que prévu». Une polémique éclate car BP refuse l'accès au puits à des experts indépendants qui veulent réaliser des mesures sur site. «Nous n'allons pas faire un effort supplémentaire pour calculer le débit. Ce n'est pas utile dans l'immédiat et pourrait perturber les efforts» pour boucher la fuite, explique l'entreprise. Qui finit finalement par fournir un flux vidéo d'une caméra sous-marine. Jeudi dernier, deux modélisations différentes d'experts ont avancé un chiffre de 12.000 à 19.000 barils par jour (de 2 à 3 millions de litres). Soit entre 12 et 19 fois plus que les estimations initiales de BP.

Roumanie en crise: une grève générale historique pour le pays. (01.06)

Lepost.fr - 31.05

La semaine dernière, j'étais sur place et j'ai donc assisté à la déclaration de grève générale de tous les syndicats de Roumanie. Concrètement comment cela va-t-il se présenter?

- Pas de transports, ni métro, ni trains, ni fret, à partir de mardi. Quelques bus circuleront néanmoins.
- Les salariés vont se présenter sur leur lieu de travail mais ne travailleront pas (en gros, ils viennent juste pointer).
- Les enseignants se mettent également en grève et bien que suite à un accord avec le ministère de l'Education, ils vont dispenser leurs cours. Mais la plupart des professeurs du secondaire ne surveilleront ni ne corrigeront les épreuves du baccalauréat.
- La police, le service des douanes, les services hospitaliers, les services pénitenciers sont également entrés dans la danse avec une nuance: si les autres services se sont mis en grève totale, la police et la douane fourniront environ un tiers de leur activité habituelle.

- Se mettent également en grève les services administratifs, culturels et les antennes de protection sociale.

- Le secteur privé, solidaire du secteur public, se met également en grève. Les "jeunes", par solidarité avec leurs parents et leurs grands-parents ont également décidé de les soutenir et défiler avec eux lors des manifestations qu'il y a eu mardi et mercredi dernier devant le Parlement (je vous raconte pas le b***el!).

Dans toutes les émissions à la télévision, les gens parlent d'une grève dure, pour protester contre des mesures jugées iniques et ce malgré l'opposition du gouvernement concernant l'application des dites mesures (à savoir réduction de 15% des retraites et 25% des salaires).

La grève devrait durer au moins dix jours selon le quotidien Adevarul.

(Sources: Evz.ro , Romanioliberal.ro , Agentia.ro , Adevarul.ro , Antenna 1.)

Palestine. La situation après l'attaque de la flottille en route vers Gaza. (01.06)

20minutes.fr - 31.05

20h20: Quelque 1.300 personnes, selon la police, ont manifesté ce lundi soir dans le centre de Lille et plusieurs centaines d'autres à Lyon pour dénoncer le raid israélien contre une flottille d'aide aux Palestiniens au large de Gaza.

19h24: Barack Obama réclame une enquête et exprime «son profond regret pour les pertes de vies humaines»

Le président américain a demandé à connaître «le plus vite possible» les circonstances exactes de l'abordage sanglant d'une flottille pro-palestinienne par Israël, lors d'une conversation téléphonique avec le Premier ministre israélien Netanyahu. Il a également exprimé «son profond regret pour les pertes de vies humaines et son inquiétude pour les blessés».

18h54: Les manifestants pro-palestiniens bloquent les Champs-Élysées

Ne pouvant aller plus loin sur l'avenue Matignon, les manifestants ont décidé de se stationner sur le Rond-Point des Champs-Élysées, coupant totalement la circulation sur l'artère parisienne. La tension se serait calmée selon notre photo-journaliste présent sur place.

18h40: Plusieurs centaines de manifestants à Paris pour protester contre Israël

A Paris, les manifestants pro-palestiniens étaient entre plusieurs centaines et un millier. Partis du Rond-Point des Champs-Élysées, ils tentent de se diriger vers l'ambassade d'Israël. Des CRS les ont bloqué pour le moment au niveau de l'avenue Matignon, mais ils seraient débordés selon le photo-journaliste de 20minutes.fr présent sur place. «Les manifestants ne sont pas du tout pacifistes», quelques affrontements ont eu lieu, forçant les CRS à «lâcher des gaz lacrymogènes».

18h25: Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a déclaré ce lundi qu'au moins dix personnes étaient mortes après l'assaut de l'armée israélienne, regrettant «ces pertes en vies humaines». Il a ajouté que le blocus sur la bande de Gaza ne serait pas levé.

18h06: Les pays de l'Otan tiendront mardi une réunion spéciale à la demande de la Turquie, à la suite de l'incident naval au large de Gaza, a indiqué ce lundi le porte-parole de l'Otan James Appathurai.

17h47: Au moins neuf morts selon l'armée israélienne

L'assaut lancé par des commandos de la marine israélienne a fait au moins neuf morts parmi les passagers, a indiqué une porte-parole militaire israélienne. L'armée a aussi fait état de sept à dix soldats blessés, dont deux grièvement. Les estimations sur le nombre des passagers blessés durant l'intervention israélienne varient de 20 à 30.

17h20: Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a accusé Israël d'avoir commis un acte de «terrorisme d'Etat» en ordonnant le raid meurtrier, évoquant une action «inhumaine».

17h11: La chancelière allemande Angela Merkel a téléphoné à ses homologues israélien et turc Benjamin Netanyahu et Recep Tayyip Erdogan pour exprimer sa «profonde inquiétude» après le raid israélien meurtrier.

17h06: Un bilan des victimes encore confus

La chaîne 10 de la télévision israélienne a ramené à au moins dix morts son bilan de l'assaut donné par les commandos israéliens. La chaîne privée avait auparavant fait état de 19 morts et 36 blessés. Selon l'armée israélienne, plus de dix passagers ont été tués et entre sept et dix soldats blessés, dont deux grièvement. Une ONG turque à Gaza, qui a participé au convoi, a parlé d'au moins 15 morts, pour la plupart des Turcs.

16h43: Israël avait mis en garde les militants pro-palestiniens contre un débarquement à Gaza

«Nous étions conscients de ce qui pouvait se passer. Nous les avons avertis, et nous leur avons dit que ce qu'ils allaient faire était une provocation», a déclaré le ministre israélien de l'Industrie et du Commerce, Binyamin Ben Eliezer.

16h40: Des liens entre le convoi humanitaire et Al-Qaida?

L'ambassadeur d'Israël au Danemark, Arthur Avnon, a affirmé que des rumeurs faisant état de liens entre la flottille pour Gaza et Al-Qaida étaient à l'origine de l'intervention de l'armée israélienne contre les bateaux d'aide humanitaire internationale.

16h33: Le Rapporteur spécial de l'ONU veut traîner en justice «les responsables du meurtre» des civils du convoi humanitaire

«Il est essentiel que les Israéliens responsables de cette conduite illégale et meurtrière, y compris les responsables politiques qui ont donné les ordres, soit tenus pour pénalement responsables de leurs actes», a déclaré Richard Falk.

16h30: Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a finalement décidé d'annuler le reste de sa visite au Canada et aux Etats-Unis pour revenir en Israël. Il devait notamment rencontrer Barack Obama à la Maison Blanche mardi.

16h25: Le Conseil de sécurité de l'ONU tiendra une réunion d'urgence ce lundi à 13h locales (19h heure française) sur le Proche-Orient après l'assaut israélien.

16h02: Appels à des rassemblements ce lundi après-midi dans plusieurs grandes villes de France

Le NPA a lancé un appel à des rassemblements ce lundi après-midi dans plusieurs grandes villes dont Paris, auquel se sont joints le PCF et les Verts. A Paris, le rassemblement est prévu à proximité de l'ambassade d'Israël, à 18h30 au métro Franklin-Roosevelt, celui de Marseille est prévu à 18h sur le Vieux-Port. Même heure pour celui de Montpellier prévu à 18h place de la Comédie.

15h47: La haut commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme, Navi Pillay, a «condamné sans équivoque ce qui paraît un usage disproportionné de la force» de l'armée israélienne lors de l'assaut contre la flottille d'aide humanitaire.

15h44: Des milliers de personnes ont manifesté ce lundi en Jordanie, en Egypte, en Iran et au Liban pour protester contre l'assaut donné par la marine israélienne sur le convoi humanitaire.

15h41: Appel à la grève générale mardi parmi les Arabes israéliens

Un appel à la grève générale parmi les 1,3 million d'Arabes israéliens a été lancé ce lundi pour protester contre l'assaut de l'armée israélienne. Le Haut comité de suivi des Arabes, la plus importante organisation de cette communauté, a appelé à une journée de grève générale mardi et à des manifestations en Israël.

15h35: Amnesty International a demandé à Israël d'ouvrir immédiatement une «enquête crédible et indépendante» sur l'assaut mené par son armée contre la flottille internationale humanitaire et a réclamé la levée du blocus contre le territoire palestinien.

15h14: Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a apporté depuis Ottawa (Canada) «son entier soutien» à l'armée israélienne après l'assaut meurtrier contre la flottille d'aide humanitaire.

15h10: La Russie a qualifié de «violation grossière» du droit international l'assaut israélien, selon le ministère des Affaires étrangères

15h08: Grève générale à partir de mardi dans la bande de Gaza où des milliers de Palestiniens ont manifesté ce lundi

14h59: Environ 10.000 Turcs ont manifesté ce lundi sur la principale place d'Istanbul pour protester contre l'assaut israélien

14h53: La Reine Rania de Jordanie exprime son indignation sur Twitter

La Reine Rania de Jordanie s'est dit «choquée par la mort de civils dans les eaux internationales» sur son compte Twitter. Elle se dit également admirative «du courage et du sacrifice de ceux qui étaient à bord (des bateaux) au nom de la justice».

14h44: Les Etats-Unis «regrettent les pertes en vies humaines» après l'assaut israélien

«Les Etats-Unis regrettent profondément les pertes en vies humaines et les blessés et travaillent à éclaircir les circonstances entourant cette tragédie», a indiqué un porte-parole de la Maison Blanche, William Burton. Il s'agit de la première réaction américaine après l'événement de ce lundi matin. Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, qui a décidé de ne pas interrompre son voyage en Amérique du Nord, est attendu mardi à Washington, où il doit rencontrer le président Barack Obama à la Maison Blanche.

14h39: «Pas de victimes françaises», selon le Quai d'Orsay Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères a indiqué qu'«en l'état actuel de nos informations, il n'y a pas de victimes françaises». Selon les comités de soutien français à cette opération, sept Français y avaient pris part.

14h35: Le président du Crif «déploie profondément» les victimes de l'assaut israélien, mais doute du caractère humanitaire du convoi.

«Nous ne connaissons pas encore exactement les conditions dans lesquelles s'est déroulée l'opération mais il semble que sur un des six bateaux, et sur un seul, les soldats israéliens ont été accueillis par des armes qui étaient dans les mains d'activistes du Hamas», a déclaré le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), Richard Prasquier. «Cela signifie que le convoi n'avait plus le caractère humanitaire qu'il était censé avoir».

14h27: Le président égyptien, Hosni Moubarak, dénonce «l'usage excessif et injustifié de la force et la perte de vies innocentes»

Présent à Nice pour le sommet Afrique-France, le président Moubarak «affirme la solidarité du peuple et du gouvernement égyptiens avec la population de Gaza et réaffirme que la réconciliation palestinienne est la voie vers la levée du blocus et la fin de la souffrance humanitaire des habitants» de l'enclave palestinienne. L'ambassadeur d'Israël au Caire a été convoqué par l'Egypte qui entend lui faire part de sa «protestation» après l'intervention israélienne.

14h21: Tony Blair s'est dit «choqué» par l'assaut israélien

«J'exprime mon profond regret et mon choc au sujet de ces tragiques pertes humaines», a déclaré l'ex-Premier ministre britannique et représentant du Quartette pour le Proche-Orient. «De toute évidence, il doit y avoir une enquête complète sur ce qu'il s'est passé.»

14h16: Catherine Ashton a appelé le ministre israélien des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman, pour lui réclamer une enquête

«J'ai parlé ce matin au ministre des Affaires étrangères d'Israël. J'ai exprimé ma profonde préoccupation concernant la tragédie qui a eu lieu. Je lui ai dit que nous avons besoin d'une enquête sur ses circonstances, menée par Israël», a déclaré la chef de la diplomatie de l'Union européenne à Varsovie. «J'ai aussi profité de l'occasion pour souligner l'importance d'ouvrir l'acheminement de l'aide humanitaire, pour assurer aux gens ordinaires une existence meilleure que celle que j'ai pu voir moi-même à Gaza».

13h45: Pour l'ambassadeur d'Israël en France, les soldats israéliens ont agi en situation de légitime défense Convoqué ce lundi après-midi au Quai d'Orsay, Daniel Shek a estimé sur RTL qu'il y avait«probablement des armes à feu» sur les bateaux de la flottille. «Ne pas céder aux provocations ne veut pas non plus dire sacrifier sa vie», a-t-il fait valoir. «Quand la vie de soldats est en danger comme clairement ça été le cas, il est normal et internationalement accepté qu'on a le droit de (...) défendre sa propre vie» et cette auto-défense est légitime «n'importe où», «même dans les eaux internationales», a ajouté l'ambassadeur d'Israël.

13h36: La Grande-Bretagne déplore «les pertes humaines»

Le ministre britannique des Affaires étrangères, William Hague, a «déploré les pertes humaines» provoquées par l'assaut israélien et a appelé Israël à agir dans le respect de ses obligations internationales.

13h28: Axel Poniatowski condamne à son tour l'assaut de la marine israélienne

Le président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale a indiqué dans un communiqué que «rien ne saurait justifier une telle action contre une organisation à vocation pacifique». Il appelle ainsi l'Union européenne à «se porter garante, sous une résolution de l'ONU, de la sécurité des points de passage, condition nécessaire pour permettre la levée du blocus».

13h19: BHL qualifie l'assaut israélien de «stupide»

«Les images (du raid) vont faire le tour du monde. Elles sont plus dévastatrices pour ce pays (Israël) qu'une défaite militaire», a estimé Bernard-Henri Lévy, invité à un forum sur la démocratie organisé par la France à Tel Aviv, le philosophe Bernard-Henri Lévy. Face à lui, la

ministre israélienne de la Culture, Limor Livnat, a rejeté la responsabilité des violences sur les militants pro-palestiniens. «Nos forces se sont heurtées à une opposition très violente, face à des gens armés de de couteaux», a-t-elle déclaré, estimant que la flottille était une «provocation». Limor Livnat n'a cependant pas caché que ce raid meurtrier allait «certainement porter atteinte à l'image d'Israël».

13h03: La France convoque l'ambassadeur d'Israël pour explications

L'ambassadeur d'Israël en France Daniel Shek va être convoqué lundi après-midi au ministère des Affaires étrangères, qui veut des explications sur le raid meurtrier.

12h46: Le Vatican exprime sa «douleur et sa préoccupation» à la suite de l'assaut militaire israélien contre la flottille pro-palestinienne

12h43: La Belgique «invite» l'ambassadeur d'Israël à venir «s'expliquer»

Le ministre belge des Affaires étrangères Steven Vanackere l'a «invité à s'expliquer devant lui ce lundi après-midi sur le déroulement des faits ainsi que sur la situation des cinq Belges» qui étaient à bord des bateaux de la flottille. Ces cinq Belges sont quatre femmes et un journaliste, cameraman de la chaîne internationale de télévision Al Jazeera.

12h32: Le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon «choqué»

Il a également «condamné ces violences», et a souligné qu'il était «vital qu'une enquête complète soit menée».

12h29: La Turquie rappelle son ambassadeur en Israël

Le vice-Premier ministre turc, Bulent Arinc a affirmé: «Notre ambassadeur en Israël a été rappelé à Ankara.» Il a également annoncé que des préparatifs pour des manoeuvres militaires conjointes avec Israël avaient été annulés, et a confirmé que la Turquie avait demandé une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU.

12h28: Nicolas Sarkozy condamne «l'usage disproportionné de la force»

Le chef de l'Etat exige également que soit faite «toute la lumière sur cette tragédie», selon un communiqué de l'Elysée.

12h25: Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu continue sa tournée au Canada et aux Etats-Unis malgré tout

12h22: La haut commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme «choquée»

Devant le Conseil des droits de l'homme réuni en session plénière à Genève, Navi Pillay a dénoncé «le blocus de la bande de Gaza (qui) continue de porter atteinte quotidiennement aux droit de l'homme».

12h21: L'Egypte «condamne» les «meurtres» commis par l'armée israélienne

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Hossam Zaki, a également «appelé à nouveau après ces incidents tragiques à la levée immédiate» du blocus contre Gaza.

12h20: Réunion extraordinaire des ambassadeurs de l'Union Européenne Les ambassadeurs des 27 pays de l'UE se réuniront ce lundi après-midi à Bruxelles pour faire le point sur la situation.

12h20: La Turquie demande une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU

12h17: Un bateau grec de la flottille a essuyé des tirs à «balles réelles» Cette information a été fournie par les responsables d'un autre bateau grec, le Elefthéri Mesogeio, qui a lui aussi été ultérieurement arraisonné par la marine israélienne, selon le communiqué de l'ONG «Un bateau pour Gaza». Les balles auraient été tirées à partir d'hélicoptères et de canots gonflables israéliens.

12h14: Les Pays-Bas demandent des «éclaircissements» à l'ambassadeur d'Israël à La Haye

12h13: La politique s'empare de l'affaire

Les groupes socialistes et Verts au Parlement européen ont condamné l'assaut de l'armée israélienne. Cette attaque constitue «une violation grave des principes du droit international humanitaire et une réaction de violence disproportionnée par rapport à une initiative d'aide humanitaire», ont estimé les dirigeants verts, qui ont réclamé «la levée du blocus» de Gaza.

La flottille ne comptait aucun député du Parlement européen mais plusieurs députés de Parlements nationaux européens, a précisé un porte-parole du Parlement européen. La mission israélienne auprès de l'UE a pour sa part dénoncé, dans un communiqué, «un événement médiatique motivé par des raisons politiques» à l'initiative «de militants anti-israéliens et d'éléments islamistes».

12h11: Les Israéliens appelés à ne plus se rendre en Turquie

Le bureau israélien de lutte contre le terrorisme, qui dépend des services du Premier ministre, craint des manifestations hostiles. «Aux Israéliens qui séjournent en Turquie, il est recommandé de rester à l'intérieur, d'éviter de se rendre dans les centre-ville et dans les endroits où se déroulent des manifestations et de suivre les développements de crainte d'une aggravation de la situation», indique un communiqué.

12h11: La Norvège, juge «inacceptable» l'assaut de l'armée israélienne

Le Premier ministre, Jens Stoltenberg, a réclamé une «enquête internationale indépendante immédiate», et a ajouté que l'ambassadeur israélien à Oslo avait été convoqué. «Quelles que soient les circonstances, il est inacceptable de lancer un assaut militaire contre des militants humanitaires civils.» La flottille comptait trois Norvégiens dont le sort n'est pas encore connu, a-t-il précisé.

12h10: L'intervention israélienne est «à première vue disproportionnée» pour l'Allemagne

«Les gouvernements allemands ont toujours reconnu le droit d'Israël à se défendre, mais ce droit doit être dans le cadre d'une réponse proportionnelle», a affirmé le porte-parole du gouvernement allemand Ulrich Wilhelm. Cette première réaction du gouvernement allemand est inhabituellement vive, Berlin, pour des raisons historiques, évitant le plus souvent de critiquer Israël.

12h08: Appel à la grève générale des Arabes israéliens

Le Haut comité de suivi des Arabes, la plus importante organisation de cette communauté, a appelé à une journée de grève générale mardi et à des manifestations en Israël. Plusieurs centaines d'Arabes israéliens sont déjà descendus dans les rues de Nazareth, la première ville arabe d'Israël, pour dénoncer l'assaut sanglant mené contre la flottille, ont indiqué des témoins.

11h41: Le Crif «déploie profondément» l'opération militaire israélienne

Haïm Musicant, directeur général du Conseil représentatif des institutions juives de France, a jugé que «ce n'est pas une bonne nouvelle pour la paix». «Nous déplorons profondément qu'il y ait des victimes.» «On est sincèrement dans la compassion et la tristesse», a-t-il ajouté.

11h40: «Sans nouvelles» de la délégation algérienne

Le Mouvement algérien de la société de la paix (MSP, islamiste) a indiqué ne pas savoir ce qu'il en est des 32 membres de la délégation algérienne, «qui comprend des députés, des journalistes et des médecins». Le contact par téléphone satellite a été interrompu «deux heures avant l'agression», selon le chargé de communication du MSP, Mohamed Djema. «Des informations non confirmées font état de deux victimes parmi la délégation algérienne», a-t-il ajouté.

11h39: 19 morts et 26 blessés, selon un nouveau bilan annoncé par la télévision israélienne

11h34: L'émir du Qatar appelle à «briser» le blocus imposé par Israël à la bande de Gaza

Le cheikh Hamad Ben Khalifa Al-Thani a dénoncé l'attaque israélienne comme «un acte de piraterie». «Tous ceux qui parlent de liberté, de justice et de démocratie sont désormais tenus d'agir pour briser l'embargo, pour que le sang versé par ces hommes épris de paix ne soit pas vain», a-t-il ajouté en référence aux militants tués ou blessés dans le raid israélien.

11h31: La ministre danoise des Affaires étrangères convoque l'ambassadeur d'Israël à Copenhague pour entendre ses explications sur l'assaut

11h18: La Grèce annule une visite du chef d'état-major de l'armée de l'air israélienne prévue mardi

10h52: L'Irlande dénonce une action «totalement inacceptable»

Le ministre irlandais des Affaires étrangères Micheal Martin s'est dit «sérieusement préoccupé» par le raid dans un communiqué, précisant «Mon ministère cherche à établir les faits et à s'assurer de la sécurité des huit Irlandais qui étaient à bord».

10h47: L'opération de commando s'est déroulée dans les eaux internationales

Le porte-parole de l'armée israélienne, le général Avi Benayahu, a précisé que «le commando a agi en pleine mer entre 4h30 et 5h du matin (3h30 et 4h, heure française) à une distance de 70-80 milles (130 à 150 km) de nos côtes».

Aux termes des accords de paix d'Oslo (1993), Israël a gardé le contrôle des eaux territoriales au large de la bande de Gaza sur une distance de 20 milles (37 km).

10h40: Appel à un rassemblement devant l'ambassade israélienne à Paris ce lundi à 18h30 Le PCF, le NPA et les Verts sont notamment signataires.

10h26: Le gouvernement israélien accuse les membres de la flottille d'avoir «déclenché les violences»

Le porte-parole du Premier ministre Benjamin Netanyahu, Mark Regev, a affirmé: «Nous avons fait tous les efforts possibles pour éviter cet incident. Malheureusement, ils ont été attaqués avec une extrême violence par les gens sur le bateau, avec des barres de fer, des couteaux et des tirs à balles réelles.» Un porte-parole de l'armée israélienne a également affirmé que deux pistolets avaient été découverts à bord des bateaux de la flottille.

10h25: Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad dénonce «l'action du régime sioniste inhumain»

«L'acte inhumain du régime sioniste contre le peuple palestinien et le fait d'empêcher l'aide humanitaire destinée à la population d'arriver à Gaza n'est pas un signe de la force mais de la faiblesse de ce régime», a-t-il déclaré, affirmant: «Tout cela montre que la fin de ce régime sinistre et fantoche est plus proche que jamais.»

10h23: Un assaut «complètement inacceptable» pour la Suède

Elle a convoqué l'ambassadeur d'Israël à Stockholm pour le lui dire, a annoncé le ministère des Affaires étrangères. 1

0h19: L'armée israélienne ignore «qui a donné l'ordre de tirer» Son porte-parole, le général Avi Benayahu, a indiqué à la radio militaire qu'il était «encore trop tôt pour le déterminer». «La marine agit selon les ordres et les consignes de tirs sont très claires. Les soldats avaient été prévenus de ne pas céder à des provocations», a souligné le général Benayahu. «Nous nous étions préparés à une mission policière pour faire face à des violences, mais nous avons été confrontés à une violence à caractère terroriste», a-t-il ajouté.

10h17: La Grèce interrompt des manoeuvres aériennes avec Israël

Le ministre grec de la Défense, Evángelos Vénizélos, a demandé à l'état-major de l'armée de l'air de mettre fin à un exercice aérien commun gréco-israélien qui se déroulait depuis mardi en Crète, selon un communiqué.

10h16: Pour Bernard Kouchner, «rien ne saurait justifier l'emploi d'une telle violence»

Dans un communiqué, le ministre des Affaires étrangères français s'est dit «profondément choqué» par l'assaut israélien.

9h52: L'Espagne convoque l'ambassadeur d'Israël

Le pays, qui exerce la présidence tournante de l'UE, veut des explications après l'assaut de l'armée israélienne. 9h51: Le Conseil des ministres koweïtien se réunira en session extraordinaire ce lundi C'est son porte-parole, Mohammad al-Basiri, qui l'a annoncé. Le président du Parlement koweïtien, Jassem al-Khorafi, a pour sa part condamné «l'odieux crime israélien contre la flottille de la Liberté, en mission humanitaire et de solidarité avec la population de Gaza».

Le député islamiste Walid al-Tabtabai était l'un des 16 militants koweïtiens à bord d'un des six bateaux transportant l'aide aux Palestiniens.

9h38: Athènes convoque l'ambassadeur d'Israël pour explications

La Grèce réclame «une information immédiate concernant la sécurité des citoyens grecs qui étaient à bord des bateaux», et l'ambassadeur d'Israël en Grèce, Ali Yahya, devait être reçu à 7h GMT (9h, heure française) par le ministre adjoint aux Affaires étrangères, Dimitris Droutsas.

9h34: Réunion extraordinaire de la Ligue arabe mardi

Le secrétaire général de l'organisation panarabe Amr Moussa a annoncé qu'«une position arabe collective» serait prise. Il a estimé que l'abordage sanglant de la «Flottille de la liberté» constituait «un nouveau message, un message très fort, d'Israël signifiant qu'il ne veut pas la paix».

L'Autorité palestinienne a réclamé la tenue de réunions urgentes du Conseil de sécurité de l'Onu et de la Ligue arabe, «pour discuter de la piraterie, du crime et du massacre israéliens». L'Autorité palestinienne a également demandé à l'administration américaine une intervention d'urgence pour mettre un terme à ces «crimes israéliens».

9h15: Au moins 15 morts, selon une ONG turque qui participait à l'opération humanitaire navale. La plupart sont des ressortissants turcs.

9h14: L'Union Européenne demande une «enquête complète» sur l'abordage de la flottille

9h13: Plusieurs centaines de manifestants devant des bâtiments diplomatiques israéliennes, à Istanbul et Ankara

A Istanbul, environ 400 manifestants scandaient des slogans hostiles à Israël devant le consulat, à Ankara, un peu moins de 200 personnes sont venues manifester devant la résidence de l'ambassadeur d'Israël, protégé par des forces de police. Les manifestants ont seulement organisé une prière.

09h10: La déléguée générale à la Palestine en France s'insurge.

"Ce qui se passe est très grave, c'est de la barbarie, elle doit être condamnée par le monde entier", réagit sur RTL Hind Khoury, déléguée générale de la Palestine en France.

8h48: Mahmoud Abbas condamne le «massacre» et décrète trois jours de deuil

8h46: «Plus de dix passagers» tués selon l'armée israélienne

«Plus de 10 passagers ont été tués, selon un premier bilan», a affirmé un porte-parole, sans donner de détails sur les blessés. L'armée avait indiqué peu avant qu'«au moins quatre soldats ont été blessés, dont un par balle, et ont été transférés vers des hôpitaux israéliens».

8h32: 15 morts, selon un responsable palestinien

«Israël nous a informés de 15 tués parmi les activistes» de la flottille transportant de l'aide à Gaza, a déclaré le responsable, cité par Al-Jazira sans l'identifier. En outre, deux militaires israéliens ont été blessés dans le raid, a rapporté le correspondant d'Al-Jazira à Jérusalem.

8h16: L'armée israélienne confirme «plusieurs morts et blessés parmi les passagers»

«Durant l'opération, des soldats israéliens ont été confrontés à de dures violences physiques. Certains des passagers ont utilisé des armes blanches et des armes de poing et on a tenté aussi d'arracher l'arme d'un des soldats. Face à la nécessité de défendre leur vie, les soldats ont employé des moyens anti-émeute et ont ouvert le feu», précise le communiqué.

7h52: Le Hamas appelle les Arabes et les musulmans à un «soulèvement» devant les ambassades d'Israël.

Le chef du gouvernement du Hamas à Gaza, Ismaïl Haniyeh, a dénoncé une «attaque barbare» et a exhorté les Nations unies à protéger les activistes pro-palestiniens à bord de la flottille.

7h51: «Des centaines de soldats israéliens attaquent la flottille, et le capitaine de notre bateau est grièvement blessé».

C'est la dernière transmission du correspondant d'al-Jazira à bord d'un des bateaux en route pour Gaza avant l'interruption de la communication

7h42: La police israélienne élève son niveau d'alerte en Israël pour faire face à «d'éventuels désordres» parmi les Arabes israéliens.

La police a commencé à déployer des renforts à Jérusalem, à Jaffa près de Tel-Aviv et en Galilée, des régions où la population arabe est particulièrement nombreuse.

7h34: La Turquie prévient Israël de «conséquences irréparables» sur les relations bilatérales.

«Nous condamnons fortement ces pratiques inhumaines d'Israël», a déclaré le ministère dans un communiqué. «Cet incident déplorable, qui a eu lieu en pleine mer et constitue une violation claire de la loi internationale, peut entraîner des conséquences irréparables sur nos relations bilatérales», ajoute le communiqué.

7h22: Le ministre israélien de l'Industrie et du Commerce Binyamin Ben Eliezer exprime ses «regrets pour tous les morts».

C'est la première réaction officielle israélienne, après le raid. «Je sais que ça va devenir une grosse affaire et j'espère que les Arabes israéliens réagiront de façon raisonnable», a ajouté le ministre, en faisant allusion à de possibles manifestations de la minorité des Arabes israéliens. «Nous n'avions aucune intention d'ouvrir le feu mais il y a eu une énorme provocation», a-t-il affirmé.

6h46: L'ambassadeur israélien à Ankara, Gabby Levy, convoqué au ministère des Affaires étrangères.

Le vice Premier ministre Bulent Arinc, qui remplace le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan en visite au Chili, a pour sa part tenu une réunion d'urgence avec de hauts responsables, dont le ministre de l'Intérieur, le chef de la marine et le chef des opérations militaires, a annoncé l'agence de presse Anatolie.

Entre deux et dix morts, et plusieurs blessés. C'est le bilan du raid de commandos israéliens, qui ont arraisonné au moins un bateau de la flottille internationale, un navire turc, d'activistes pro-palestiniens en route vers Gaza ce lundi matin.

La chaîne de télévision palestinienne du Hamas a montré des membres d'un commando descendus d'un hélicoptère et affrontant des militants à bord d'un navire, ainsi que plusieurs blessés allongés sur le pont. Selon la télévision, deux activistes auraient été tués. L'armée israélienne s'est refusée à tout commentaire. Attaqués à coups de hache et de couteaux

Au moins dix passagers ont été tués selon la «10», une chaîne de télévision privée israélienne. Les membres du commando de la marine israélienne ont ouvert le feu après avoir été attaqués à coups de hache et de couteaux par certains des passagers de la flottille, a ajouté la télévision. La télévision n'a pas précisé si des militaires israéliens avaient été tués ou blessés durant l'assaut.

Au moins deux personnes ont été tuées et une trentaine d'autres blessées lors de l'abordage d'un bateau turc de la flottille, a pour sa part indiqué un porte-parole d'une organisation caritative turque impliquée dans la campagne. Censure

La radio publique israélienne a annoncé que la censure militaire avait interdit la diffusion de toute information sur les morts et les blessés transférés vers des hôpitaux en Israël à la suite de l'abordage de la flottille en route vers Gaza. Plusieurs établissements hospitaliers ont reçu ordre des autorités de se préparer à recevoir des blessés. La radio publique a précisé qu'elle disposait d'informations sur le transfert de blessés vers au moins un hôpital israélien sans donner d'autres précisions.

La flottille internationale acheminant des centaines de militants pro-palestiniens et de l'aide pour Gaza avait appareillé dimanche après-midi pour le territoire palestinien. Dans la soirée, peu après 21h locales (20h, heure française), trois patrouilleurs lance-missiles de classe Saar israéliens avaient quitté le port septentrional de Haïfa pour aller intercepter la flottille, selon des journalistes à bord d'un bâtiment. A bord des bateaux, plusieurs députés européens et un ancien prix Nobel. Les communications avec le navire arraisonné ont été coupées.

La marine israélienne avait annoncé son intention d'empêcher, de force si nécessaire, la flottille de s'approcher des côtes de la bande de Gaza, soumise par Israël à un blocus strict - sauf pour les produits de première nécessité - depuis la prise de contrôle du territoire par le mouvement islamiste Hamas en juin 2007.

La jeune génération chinoise bouscule les règles salariales. (03.06)

Reuters - 02.06

Une vague inhabituelle de protestations salariales, apaisées à coups de grosses augmentations, illustre la façon dont le rapport des forces dans les immenses usines chinoises penche lentement mais sûrement vers les ouvriers.

Le groupe japonais Honda Motor a ainsi dû suspendre la semaine dernière sa production en Chine en raison d'une grève dans son usine de pièces détachées de Foshan, dans la région de Canton. Après deux semaines de conflit, Honda a finalement accordé une hausse des salaires de 24%.

Suivant l'exemple des ouvriers de Honda, les salariés d'une usine du sud-coréen Hyundai Motor, près de Pékin, ont à leur tour cessé le travail ce week-end. Et ils ont rapidement obtenu gain de cause.

"Les investisseurs étrangers ont fait l'erreur de croire que la Chine dispose d'une force de travail docile", explique Arthur Kroeber, économiste chez Dragonmics. "Or la force de travail chinoise n'a rien d'intrinsèquement docile."

Mercredi, le taiwanais Hon Hai Precision Industry a annoncé son intention d'augmenter de 30% les salaires des ouvriers qui fabriquent des iPhone sur son site de Foxconn, dans le sud de la Chine, après une série de décès, apparemment des suicides.

Il n'existe pas de chiffres fiables pour évaluer le nombre des conflits qui surviennent chaque année dans les usines chinoises, la plupart n'étant pas recensés. Mais la série récente reflète une tendance profonde.

Arthur Kroeber met en avant le facteur démographique. Le vieillissement de la population chinoise inciterait davantage les jeunes, premiers bénéficiaires d'une imminente pénurie de main-d'oeuvre, à se battre pour de meilleurs salaires.

La rémunération des travailleurs chinois aurait progressé de 8% par an ces dernières années, mais cette hausse est loin d'être en phase avec la croissance spectaculaire du pays. Selon les statistiques officielles, la part de la main-d'oeuvre dans le revenu national est passée de 53,4% en 1996 à 39,7% en 2007, tandis que celle des entreprises grimpeait de 21,2% à 31,3%.

IMPACT SUR L'ÉCONOMIE MONDIALE

Le gouvernement chinois est quant à lui confronté à un dilemme alors qu'il cherche à donner une nouvelle orientation à l'économie du pays, dont le moteur serait la consommation et non plus les exportations et les investissements. Comment, en effet, augmenter les salaires et le revenu des ménages sans pour autant dissuader les investisseurs étrangers jusqu'ici attirés par une main-d'oeuvre traditionnellement bon marché?

"Si la Chine veut construire un nouveau modèle de croissance basé sur la consommation, il faut trouver un canal de redistribution du PIB vers le travail, en particulier vers les bas revenus", résume Ting Lu, économiste de Bank of America-Merrill Lynch. "Désormais, ce n'est plus seulement l'effet d'une politique, mais une évolution naturelle entre l'offre et la demande sur le marché du travail."

"Une augmentation de 100% des salaires les plus modestes générerait entre 70% et 90% d'augmentation de la consommation", indique Wang Han, économiste au cabinet d'études CEBM.

Une hausse des salaires en Chine, parfois qualifiée d'"atelier du monde", perturberait assurément l'équilibre sur lequel repose actuellement l'économie mondiale en provoquant une baisse des profits des entreprises et une hausse des prix pour les consommateurs.

Les retombées positives seraient tout aussi importantes: la consommation intérieure soutenue par une meilleure répartition des fruits de la croissance permettrait une correction des déséquilibres de l'économie mondiale.

UNE CULTURE SYNDICALE MARGINALE

Une hausse des prix des produits chinois encouragerait aussi le développement de la production dans d'autres pays où la main-d'oeuvre est bon marché, ce qui y assurerait une croissance plus rapide.

Pour la Chine, les conséquences probables seraient une baisse de son excédent commercial et de son taux de croissance, qui devrait décélérer à 9% par an contre 11% actuellement, estime Ting Lu.

La culture syndicale reste toutefois marginale en Chine, où les salariés ne sont pas autorisés à former des syndicats indépendants de l'organisation officielle dirigée par le Parti communiste et à laquelle les entreprises versent un écot au prorata des salaires qu'ils versent.

Historiquement, ce syndicat officiel s'efforce d'empêcher les grèves.

Les difficultés à fédérer des masses d'ouvriers migrants est un obstacle supplémentaire au développement d'un mouvement syndical indépendant en Chine, relève Lee Chang-hee, un expert du Bureau international du travail (BIT) à Pékin.

Mais si la première génération de ces ouvriers migrants avait des attaches rurales fortes auxquelles elle pouvait se raccrocher, la nouvelle génération a souvent perdu ces repères, ajoute-t-il, et "certains veulent à tout prix devenir des Chinois des villes".

Le vieux monde suspendu à l'économie d'armement et de guerre. (03.06)

20minutes.fr et Eco89 - 02.06

Les dépenses militaires mondiales ont atteint un nouveau record avec une hausse de 5,9% par rapport à 2008, selon un rapport publié ce mercredi par l'Institut international de recherche pour la paix de Stockholm (Sipri).

Au total, ce sont 1.531 milliards de dollars (1.244 milliards d'euros) que le monde a consacrés au secteur militaire l'année dernière. En 10

ans, ces dépenses auront explosé de 49%.

Les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies couvrent à eux seuls 61% de cette somme.

«De nombreux pays ont augmenté leurs dépenses publiques globales en 2009 afin de soutenir la demande et combattre la récession. Même si les dépenses militaires ne faisaient généralement pas partie des stimuli économiques, elles n'ont pas été non plus coupées», commente ainsi le responsable au Sipri de la recherche sur les dépenses militaires, Sam Perlo-Freeman.

Plus des deux tiers des états du monde ont accru leurs dépenses militaires l'an dernier, la plus forte hausse ayant été enregistrée dans la zone Asie-Pacifique.

Les Etats-Unis gardent, de loin, la tête du classement: ils concentrent 43% des dépenses militaires mondiales. Washington a consacré 661 milliards de dollars au secteur l'année dernière, soit une augmentation de 7%.

A elle seule, la hausse américaine représente plus de la moitié (54%) de la progression planétaire, souligne le Sipri. Les Etats-Unis ont notamment «plus que doublé» leur présence en Afghanistan l'année dernière.

La Chine arriverait bon deuxième de ce classement avec 100 milliards de dollars environ de dépenses militaires, selon le Sipri. Mais ne disposant d'aucun chiffre officiel, il ne s'agit que d'une estimation.

La France complète ce trio de tête avec 63,9 milliards de dollars dépensés l'année dernière. (20minutes.fr et Eco89 - 02.06)

Les chiffres fournis ici proviennent de 20minutes.fr, ceux de Eco89 étaient erronés après traduction par un internaute du document en anglais de Sipri.

Grèce. Les Grecs à nouveau dans la rue contre l'austérité . (05.06)

Lefigaro.fr - 04.06

L'annonce de nouvelles mesures d'austérité et des privatisations massives ont ravivé la colère des Grecs. Les syndicats appellent à une manifestation samedi dans les grandes villes de Grèce.

À Athènes, les employés des postes, de la compagnie des eaux et des trains se joindront aux manifestants. Ils contestent le projet de privatisation annoncé par le ministre des Finances cette semaine. «Le Pasok manifestait à nos côtés contre les privatisations il y a un an. Aujourd'hui, ils font l'inverse de ce qu'ils ont promis et nous jettent dans la cage aux lions », s'insurge Dyonisos Poliodos, un employé des postes hellénique.

Le gouvernement veut vendre 49% de la société nationale des trains, 10% des parts des eaux d'Athènes, 23% des eaux de Thessalonique et 39% des postes helléniques. Suivront certains aéroports, ports et casinos. Un programme sur trois ans qui devrait rapporter plus d'un milliard d'euros à l'État grec.

Après la cession du port du Pirée à l'entreprise chinoise Cosco, en juin 2009, la vente de la compagnie nationale aérienne Olympic à la société arabo-grecque Marfin et la vente du port d'Astako (Péloponnèse) au Qatar en mars dernier, le gouvernement veut accélérer ces opérations

Le premier ministre grec multiplie les déplacements pour attirer les investisseurs. Après l'Inde, les États-Unis et le Liban, Georges Papandréou se rend en Libye le 9 juin prochain d'où il espère revenir avec des promesses de rachat.

Les Chinois et les Arabes

«Les Grecs auraient préféré que Georges Papandréou s'adresse aux Chinois, aux Russes ou aux Arabes pour emprunter de l'argent et pas au FMI. Il essaie de se rattraper à présent mais le mal est fait», souligne l'analyste politique Giorgos Delastik. La stratégie du chef du gouvernement irrite surtout sa propre majorité qui voit dans ces privatisations un pis-aller. Certains députés regrettent le manque d'empressement des investisseurs européens

Le premier investisseur étranger en Grèce reste l'Allemagne, qui détient une partie des télécoms de Grèce ; la France est deuxième, avec le rachat de plusieurs banques, en 2006. Certaines sociétés françaises sont très intéressées par les opérations de privatisations en cours, mais «la corruption, la bureaucratie et le manque de compétitivité des salaires et les droits sociaux les freinent», affirme un chef d'entreprise

français à Athènes, sous couvert d'anonymat. «Par rapport aux Chinois et aux Arabes, les Européens sont très respectueux des droits sociaux. Les manifestations répétées en Grèce les effraient... », affirme-t-il. Les employés de ces entreprises publiques ont annoncé une série de manifestations pour barrer les projets du gouvernement.

«Inde, Liban, Libye : le premier ministre grec multiplie les déplacements pour attirer les investisseurs»

Inde. ArcelorMittal signe un protocole d'accord en Inde. (05.06)

Reuters - 04.06

ArcelorMittal a officiellement signé un protocole d'accord en vue d'un investissement de 300 milliards de roupies (5,2 milliards d'euros) dans la construction d'une aciérie d'une capacité annuelle de 6 millions de tonnes d'acier dans le sud de l'Inde.

L'accord, annoncé en janvier, a été signé jeudi lors d'une conférence réunissant des investisseurs internationaux et organisée par l'Etat du Karnataka.

ArcelorMittal et le sud-coréen POSCO ont subi des retards de plus de deux ans pour la concrétisation de précédents projets, mais dans l'est du pays, en raison de lenteurs administratives et de manifestations d'agriculteurs contre des expropriations.

L'Etat du Karnataka, dont Bangalore est la capitale, possède des réserves de fer évaluées à 3,4 milliards de tonnes, les deuxièmes d'Inde. Il prévoit de tripler au moins sa production actuelle pour atteindre les 25 millions de tonnes d'acier, selon les dirigeants de l'Etat.

Les ventes d'acier ont fortement progressé en Inde, soutenues par l'automobile et les infrastructures, ce qui a provoqué une hausse des prix.

"Le pays a besoin de davantage d'acier et nous devons prendre part à cette croissance", a déclaré le président d'ArcelorMittal Lakshmi Mittal.

Bruxelles veut plus de flexibilité pour les OGM en Europe. (05.06)

Reuters - 04.06

Une plus grande flexibilité dans la culture et le commerce des OGM pourrait être rapidement introduite dans l'UE si une proposition que la Commission européenne vient de finaliser était adoptée.

Selon une série de documents obtenus par Reuters vendredi, l'exécutif communautaire espère dégonfler l'opposition aux organismes génétiquement modifiés en Europe en offrant à chaque Etat membre d'interdire la culture sur son sol d'une semence approuvée au niveau européen.

La Commission européenne considère que l'introduction d'une clause de retrait permettant aux Etats membres de décider de la culture des OGM (...) est nécessaire", est-il indiqué dans l'une de ces documents.

Cette faculté, précise la Commission, ne doit cependant pas remettre en cause le principe d'approbation des semences au niveau européen ainsi que le libre-échange de ces produits au sein du marché intérieur.

"La liberté des Etats membres concerne uniquement la culture des OGM, mais pas le libre-échange des semences OGM autorisées qui doit demeurer sans entraves dans le cadre du marché intérieur", est-il encore écrit dans le texte.

Les services du commissaire à la Santé et à la Politique des consommateurs, John Dalli, espèrent ainsi que "les Etats membres (adoptent) une attitude plus positive lors de l'évaluation des risques et (évitent) d'avoir recours à des clauses de sauvegarde pour répondre à des questions non scientifiques".

Le commissaire maltais a lancé cette semaine les premières consultations au sein de la Commission sur sa réforme, inspirée d'une proposition des Pays-Bas de 2009 qui avait été ensuite reprise par le président de la Commission européenne José Manuel Barroso, lors de sa campagne pour un second mandat.

Techniquement, la Commission propose deux choses : interpréter de manière souple les règles en vigueur ; puis réviser la directive 2001/18 sur la dissémination d'OGM dans l'environnement, en y ajoutant une clause de sauvegarde nationale qui aille au-delà des préoccupations

liées à la santé ou à l'environnement.

ABOUTIR RAPIDEMENT

De source européenne, on indique que la Commission est cependant optimiste sur les chances de cette réforme d'aboutir dans des délais raisonnables.

Elle compte s'appuyer sur les opinions divergentes des Etats membres, et, en leur sein, sur ces questions pour faire passer son projet, qui doit être approuvé à la majorité qualifiée et validé par le Parlement européen.

Si la nouvelle procédure entrait en vigueur, elle pourrait avoir pour conséquence de faire exploser le volume des cultures OGM en Europe qui, avec ses 100.000 hectares cultivés fait figure de territoire vierge en comparaison des 134 millions d'hectares cultivés dans le monde entier.

Seules deux variétés d'OGM sont actuellement autorisées à la culture dans l'UE : le maïs Mon810 de Monsanto et la pomme de terre Amflora de BASF.

Le premier - dont la licence décennale est en cours de renouvellement - est surtout cultivé en Espagne et en République tchèque et est frappé par des clauses de sauvegarde en France, Allemagne, Italie, Autriche, Hongrie, Grèce et Luxembourg.

La seconde a reçu le feu vert des autorités communautaires début mars, trois semaines à peine après l'investiture de la Commission Barroso II et quatre pays s'étaient alors montrés intéressés par sa culture : l'Allemagne, la République tchèque, la Suède et les Pays-Bas.

Beaucoup avaient alors vu dans ce calendrier le retour à une stratégie offensive de la Commission sur les OGM.

OPTIONS DIVERGENTES

Contacté par Reuters, le porte-parole de John Dalli n'a pas souhaité réagir à ces informations mais a rappelé que le commissaire maltais a toujours été très clair sur son soutien à cette réforme, qu'il avait promis avant l'été.

"Il souhaite avant tout que les opérateurs du marché disposent d'une base légale claire", a-t-il dit.

Le porte-parole du ministre français à l'Agriculture, Bruno Le Maire, s'est refusé à tout commentaire et a dit ne pas avoir encore pris connaissance du document.

De leur côté, les organisations de protection de l'environnement, tout en accueillant favorablement la capacité offerte aux Etats membres de refuser les OGM sur leur sol, se montrent prudentes.

"Même s'il est bienvenu que les pays aient la possibilité d'interdire les OGM, cette mesure n'est proposée que pour débloquer le processus d'approbation et permettre à plus d'OGM d'être cultivées", fait valoir Adrian Bebb, de l'organisation Friends of the Earth Europe.

Des préoccupations liées au bon fonctionnement du marché intérieur ou à la dissémination des organismes d'un pays à l'autre devraient également se faire rapidement jour.

L'ouverture d'une procédure au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) n'est pas non plus à exclure.

Chine. Pékin monte le Smic à 115 euros. (05.06)

Libération.fr et AFP - 04.06

Les autorités chinoises ont autorisé une vague d'augmentations du salaire minimum face à un mécontentement des salariés illustré par des conflits sociaux croissants, ont rapporté vendredi les médias.

A Pékin, le salaire minimum mensuel va être relevé de 20% à 960 yuans (115 euros) à partir du 1er juillet, rapporte le quotidien Global Times.

La hausse est deux fois plus importante que l'augmentation traditionnellement annoncée chaque année (10,02%) depuis que la capitale a introduit un salaire minimum en 1994, précise le quotidien.

Pékin est l'une des quelque 30 provinces ou municipalités de Chine qui ont augmenté le salaire minimum ou s'appêtent à le faire.

Après une hausse récente, la métropole de Shanghai offre le salaire minimum le plus élevé du pays, à 1.120 yuans par mois, soit 134 euros, selon le journal officiel.

Ces hausses interviennent alors que les dures conditions de travail de millions de salariés font débat en Chine, à un moment où la 3e économie mondiale a renoué avec une croissance à deux chiffres.

Dix employés du groupe taïwanais Foxconn se sont suicidés ces derniers mois dans le sud de la Chine, apparemment victimes de stress élevé au travail et un 11e est mort d'épuisement dans une autre usine du groupe de composants électroniques, dans le nord de la Chine.

Foxconn a annoncé mercredi une hausse des salaires de 30% de ses employés chinois.

Par ailleurs, les employés d'une usine de pièces détachées du constructeur japonais Honda se sont mis en grève pour exiger de meilleurs salaires la semaine dernière. Toute la production a été paralysée jusqu'à ce vendredi, avant que les salariés obtiennent satisfaction avec une hausse de 24% de leurs salaires, pour les porter à 1.910 yuans (228 euros).

Malgré une croissance économique spectaculaire, la rémunération du travail a chuté par rapport à la richesse produite depuis le lancement des réformes économiques en Chine: elle représentait 56,5% du produit intérieur brut en 1983, mais 36,7% en 2005, affirmait récemment un responsable syndical.

Sarkozy, Merkel, Strauss-Kahn et Barosso : des représentants des marchands d'armes. (08.06)

libération.fr - 07.06

L'armement de l'Etat Grec ne connaît pas la crise, et pour cause : ils touchent tous !

Les négociations entre Athènes et Paris continuent et concernent notamment l'achat de 6 frégates multimissions FREMM (2,5 milliards d'euros) produites par DCNS et de quinze hélicoptères EC725 d'Eurocopter.

Le ministre de la Défense Hervé Morin a confirmé récemment au député François Cornut-Gentille que la diminution de 6,6 % du budget grec de la défense en 2010 ne devrait pas affecter les négociations : "Cette diminution porte essentiellement, selon les propos du ministre de la Défense grec, sur les dépenses de fonctionnement. Aucune des mesures de restriction budgétaire supplémentaires décidées au mois de mars 2010, à la suite des interventions de l'Union européenne, ne devrait affecter, cette année, le budget d'acquisition du ministère de la Défense grec."

Selon les chiffres publiés par l'ONU, la Grèce a acquis 1.581 chars de combat entre 1992 à 2008, 1.455 véhicules blindés d'infanterie, 593 canons d'artillerie, 241 avions de combat, 20hélicoptères d'attaque, 41 navires de guerre ainsi que 226 missiles et lanceurs.

Si les États-Unis et l'Allemagne demeurent, et de très loin, les premiers vendeurs d'armes à la Grèce en lui fournissant notamment 93 % de ses chars et 72 % de ses navires de guerre, la France arrive en troisième position, de 1991 à 2008, elle a livré 3,9 milliards d'euros d'armements à la Grèce. (source : libération.fr 07.06)

Voilà à quoi vont servir les milliards d'euros d'aide à l'Etat grec pris dans la poche des contribuables, des travailleurs en Europe : à continuer de faire tourner l'économie d'armement, véritable volant d'entraînement de l'économie capitaliste mondiale... au détriment de la satisfaction des besoins sociaux de tous les peuples.

Les Etats de l'UE sont-ils encore souverains ? Vérifions-le immédiatement. (09.06)

Lepoint.fr et Reuters - 08.06

1- France.

Réunis à Luxembourg pour la réunion mensuelle du conseil EcoFin, les ministres européens des Finances sont revenus mardi sur les mesures d'austérité prises pour contenir la crise de la dette, ils ont notamment passé en revue les plans d'économies mis en oeuvre par le Portugal et l'Espagne, où une grève des fonctionnaires était organisée mardi.

Le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires Olli Rehn a quant à lui déclaré que la Commission vérifierait d'ici peu si la France et l'Italie ont bien mis en oeuvre les mesures annoncées en matière de finances publiques.

Pour sa part la ministre française de l'Economie Christine Lagarde a précisé face à la presse : "Que l'on soit bien clair, il ne s'agit pas de soumettre le budget français à la Commission européenne. Il s'agit d'abord de soumettre aux parlements nationaux les programmes de stabilité et ensuite de soumettre les paramètres budgétaires aux partenaires européens et à la Commission", a-t-elle dit. (Reuters 08.06)

2- Grande-Bretagne.

Le Figaro a publié mardi la première interview du ministre des Affaires étrangères, William Hague, donnée à la presse européenne.

Il a rappelé "nous n'appartenons pas à la zone euro et nous ne la rejoindrons pas".

Aux prescriptions de régulation bancaire et boursière prônées par l'UE, William Hague rétorque que "réguler le monde des affaires et le marché du travail irait dans la mauvaise direction".

De fait, le Britannique souhaite consulter son peuple par voix référendaire avant d'accepter tout transfert de pouvoir vers l'UE, à qui il ne manque pas de demander "des réalisations concrètes".

Des exigences qui, si elles ne sont pas satisfaites, se détourneront aisément vers l'ami américain, avec qui est tissée "une alliance indivisible". "Même si les deux relations (celle avec l'UE, celle avec les États-Unis ndr) vont de pair", concède-t-il. (Lepoint.fr 08.06)

Les Etats ont donc la possibilité d'adhérer ou non à l'Union européenne, de rejoindre ou non la zone euro, de se plier ou non au diktat de Bruxelles. Voilà pour ceux qui sous-entendent ou affirment le contraire pour justifier leur refus d'engager le combat contre l'Etat et ses institutions... pour finalement s'en accommoder.

Chine. Honda touché par une nouvelle grève en Chine. (09.06)

Lemonde.fr - 08.06

Le constructeur automobile japonais Honda était touché mardi par une nouvelle grève, ayant éclaté dans une co-entreprise établie par une de ses filiales, à Foshan, dans le sud de la Chine. Le mouvement social a éclaté lundi à Foshan Fengfu Auto Parts, détenue à 65 % par Yutaka Giken, filiale de Honda, et à 35 % par le taiwanais Moonstone Holdings.

Foshan Fengfu Auto Parts fournit des silencieux et des pots d'échappement aux usines d'assemblage de Guangqi Honda Automobile et Dongfeng Honda Automobile, les deux co-entreprises en Chine de Honda.

'Si la grève durait, elle aurait un impact', a souligné le porte-parole à Pékin, qui n'a pas été en mesure de préciser la proportion de grévistes parmi les plus de 400 employés. 'La co-entreprise locale gère la situation, pas Honda directement', a de son côté précisé le porte-parole à Tokyo.

Selon le journal de Hongkong South China Morning Post, environ 250 ouvriers se sont mis en grève lundi pour réclamer des hausses de salaire et le paiement des heures supplémentaires, encouragés par le succès d'un mouvement similaire de revendication dans une usine Honda de pièces détachées, également établie à Foshan, Honda Auto Parts Manufacturing. Les usines d'assemblage du constructeur automobile japonais n'ont repris la production que vendredi 4 juin, après plus d'une semaine de paralysie, en raison de la grève à Honda Auto Parts Manufacturing. Le conflit social a été résolu par une augmentation de salaire de 24 %, portant les rémunérations moyennes à 1 910 yuans (228 euros).

Espagne. Grève dans la fonction publique espagnole. (09.06)

AP - 08.06

Les syndicats de la fonction publique espagnole se sont mis en grève et ont manifesté mardi pour protester contre les baisses de salaire prévues dans le cadre du plan d'austérité budgétaire du gouvernement. Ce mouvement est considéré comme une première épreuve de force avant une éventuelle grève générale si Madrid impose ses réformes.

L'appel à la grève a été lancée pour protester contre la cure d'austérité budgétaire, qui prévoit notamment une réduction des salaires des fonctionnaires de 5% en moyenne à partir de juin et un gel de la plupart des pensions en 2011. L'objectif est de réduire de 15 milliards d'euros les dépenses publiques cette année et en 2011.

Selon les deux principaux syndicats, UGT et CCOO, le mouvement est suivi par environ 75% des 2,6 millions de salariés, mais le ministère du Travail parle de 16%. La grève concerne l'administration, l'éducation et les hôpitaux, mais pas les transports. Le service minimum étant appliqué, la plupart des bureaux restent ouverts et fonctionnent, bien qu'à un rythme moins soutenu. Une soixantaine de manifestations était prévues dans toute l'Espagne.

A propos de la baisse des salaires de la fonction publique, de 5% en moyenne dès le mois de juin, Julio Lacuerda, le secrétaire général de la Fédération des services publics d'UGT confie «Nous ne demandons même pas le retrait de la mesure», confie . Les syndicats ont conscience que ces décisions seront appliquées. (JDF 08.06)

A Madrid, plusieurs milliers de grévistes se sont rassemblés devant les bâtiments du ministère du Travail, agitant des drapeaux et faisant retentir des Klaxons. La circulation a été brièvement interrompue.

Un fonctionnaire, Pablo Frutos, 52 ans, a expliqué qu'il touchait 1.100 euros (1.315 dollars) par mois après 22 ans de service. Il a jugé injuste que des personnes gagnant aussi peu soient les plus touchées par les coupes budgétaires. Regardant ses collègues, il a ajouté: "aucun d'entre eux n'approche les 2.000 euros par mois."

Mais Antonio Martinez, 54 ans et employé au ministère du Travail, a confié que, comme beaucoup d'autres, il avait décidé d'ignorer l'appel à la grève, la trouvant inutile car les mesures ont déjà été approuvées. Il a cependant ajouté que le gouvernement socialiste "trahissait tout le monde, pas seulement les fonctionnaires, mais tous les travailleurs".

«La crise, que les coupables la payent!», lisait-on sur une pancarte devant le ministère de l'Economie. «J'ai voté pour Zapatero lors des deux dernières élections, à présent je vais y réfléchir, même si je pense que la droite est pire», grognait José, jardinier municipal de 54 ans qui va perdre chaque mois 60 euros. (libération.fr 08.06)

Le gouvernement doit dévoiler sa réforme du marché du travail aux syndicats et entreprises mercredi. Le Premier ministre José Luis Rodriguez Zapatero a prévenu que s'ils n'arrivaient pas à se mettre d'accord, le gouvernement approuverait ses propres réformes par décret le 16 juin. Les discussions, destinées à assouplir le marché du travail espagnol, sont ouvertes depuis des mois mais ont pris un caractère d'urgence compte tenu de la situation financière du pays.

M. Zapatero subit des pressions de l'Union européenne, du Fonds monétaire international (FMI) et même du président américain Barack Obama qui le poussent à prendre des mesures afin d'éviter une crise à grecque. L'Espagne doit trouver un moyen de ramener son déficit, de 11,2% de son produit intérieur brut (PIB) en 2009, à 9,3% cette année, et éventuellement dans la limite européenne des 3% d'ici 2013.

Chine : des heurts ont éclaté dans une usine en grève. (10.06)

Lemond.fr - 09.06

Des heurts ont éclaté lundi dans une usine à capitaux taiwanais de l'est de la Chine dont les quelque deux mille employés s'étaient mis en grève pour réclamer de meilleurs salaires et conditions de travail. Une cinquantaine d'employés de KOK, spécialisé dans les pièces en caoutchouc pour voitures notamment, ont été blessés, dont cinq grièvement, dans des affrontements avec des gardes de sécurité locaux qui tentaient de les empêcher de manifester dans la rue, à Kunshan, une ville de la province du Jiangsu, a affirmé le China Daily. Lire la suite l'article

Un porte-parole de KOK Machinery joint par l'AFP mercredi a indiqué que le travail avait repris normalement et n'a pas voulu commenter cette affaire, affirmant que l'entreprise était en train de l'étudier. Les autorités locales n'ont pas non plus souhaité répondre dans l'immédiat, confirmant simplement la reprise des activités de l'usine.

MONTÉE DE LA CONTESTATION SOCIALE

Cette grève intervient alors que plusieurs affaires ont mis en évidence une montée de la contestation sociale au sein des ouvriers chinois, touchant à chaque fois des entreprises à capitaux étrangers. Les conditions de travail des ouvriers en Chine et leur rémunération ont été largement débattues ces dernières semaines après une série de suicides dans les usines chinoises du taiwanais Foxconn, fabricant de composants technologiques pour les plus grandes marques de la planète comme Apple, Dell, Sony et Hewlett-Packard.

Foxconn a annoncé une hausse des salaires de près de 70 % de ses employés chinois à compter du 1er octobre, qui passeront en moyenne de 1 200 yuans à 2 000 yuans (245 euros). Parallèlement, les usines d'assemblage du constructeur automobile japonais Honda ont été paralysées plus d'une semaine, jusqu'à vendredi dernier, par une grève au sein de l'usine de pièces détachées. A peine le conflit résolu par une augmentation de salaire de 24 %, une nouvelle grève a éclaté lundi dans une coentreprise établie par une filiale de Honda, à Foshan (Sud). Enfin selon les médias de Taïwan, une grève a récemment touché un autre taïwanais, le fabricant de composants pour téléphones Merry Electronics, qui y a mis fin rapidement en relevant les salaires dans son usine de Shenzhen (Guangdong) de 16,7 %.

Chine. Les grèves s'étendent vers l'intérieur de la Chine. (11.06)

Reuters - 10.06

Les troubles sociaux partis d'usines appartenant à des sociétés étrangères dans le delta de la rivière des Perles, dans le sud de la Chine, semblent s'étendre à des régions moins favorisées de l'intérieur, élargissant un mouvement mené par des ouvriers qui souhaitent voir leurs salaires suivre l'évolution des richesses du pays.

Cette série de grèves est un sujet d'inquiétude pour le Parti communiste chinois, qui de longue date s'efforce de désamorcer tout conflit social et de sanctionner les grévistes.

A la suite des récents mouvements sociaux chez Honda Motor et Foxconn International, qui fabrique des iPhone, des grèves ont été signalées dans la province du Jiangxi dans une usine appartenant à des Taïwanais, où l'on fabrique des articles de sport. Une grève a éclaté également à Xian, dans une usine de Brother Industries, entreprise japonaise de machines à coudre.

Aussi bien le Jiangxi que Xian sont relativement distants des régions côtières riches proches de Hong Kong et Shanghai.

"Il suffit maintenant d'une étincelle et les nouvelles se propageront à travers toute la Chine, ce qui pourrait déclencher d'autres mouvements sociaux dans d'autres usines", estime Paul Tang, chef économiste à la Bank of East Asia à Hong Kong.

La majeure partie de ces conflits sociaux portent sur les salaires, la hausse du coût de la vie et la longueur des journées de travail. De leur côté, les patrons cherchent à maîtriser les coûts pour continuer à faire venir des investisseurs attirés par une main d'oeuvre bon marché.

GRÈVE À XIAN

Ces conflits reflètent en outre l'arrivée d'une nouvelle génération de Chinois qui ont grandi dans les zones économiques du sud et de la côte, très tôt tournées vers les réformes. Cette génération-là n'a guère de souvenirs du passé socialiste et d'événements comme la répression du "Printemps de Pékin", qui fit des centaines de morts début juin 1989.

Si le mouvement fait réellement tache d'huile, le gouvernement central devra soit faire des concessions à des ouvriers de plus en plus revendicatifs, soit prendre le parti des investisseurs, jugés essentiels à la bonne tenue des exportations du pays. L'excédent commercial de la Chine a fortement augmenté en mai, soutenu par un bond des exportations.

Dernière grève en date à être signalée, celle qui touche deux usines, soit 900 ouvriers, de Brother Industries, dans la ville de Xian, au centre du pays. Le mouvement a tout d'abord provoqué l'arrêt de la production, qui a repris par la suite. La compagnie a dit être en pourparlers avec les grévistes, qui réclament des hausses de salaires et une amélioration des conditions de travail.

En outre, 8.000 ouvriers chez Smartball, un fournisseur taïwanais d'Adidas se sont mis eux aussi en grève.

Un représentant d'une association d'hommes d'affaires taïwanais à Jiujiang, où Smartball est implanté, a indiqué que la production avait repris jeudi dans l'usine, après un contentieux lié aux salaires.

Mercredi, des médias taïwanais ont rapporté que 2.000 ouvriers d'une usine de machines-outils à capitaux taïwanais, près de Shanghai, s'étaient mis eux aussi en grève, mardi.

Des ouvriers d'une filiale shanghaienne du fabricant taïwanais de LCD Chimei Innolux ont brièvement cessé le travail pour réclamer de meilleures primes, mais le conflit a été réglé et le travail a repris.

Honda a par ailleurs annoncé que la production reprendrait vendredi dans deux usines automobiles chinoises mises en chômage technique deux jours durant cette semaine, en raison d'une grève chez un fournisseur.

Le mouvement social chez ce fournisseur, filiale du constructeur qui fabrique des composants pour les pots d'échappement, a pris fin mercredi soir et sa production a repris jeudi.

Chine. Troisième grève chez Honda en Chine. (11.06)

Lemonde.fr - 10.06

Deux usines d'assemblage en Chine du constructeur automobile japonais Honda restaient à l'arrêt jeudi, en raison d'un mouvement de grève dans une usine de pièces détachées. 'Les deux usines de Guangqi Honda', l'une des deux coentreprises chinoises de Honda, 'ont été fermées mercredi et jeudi', faute de pièces provenant de Honda Lock, filiale du groupe nippon installée dans la province du Guangdong (sud), a indiqué un porte-parole du groupe à Tokyo.

Les 1 500 ouvriers de Honda Lock, qui fabrique notamment des clés et des serrures, ont débuté mercredi la troisième grève récente touchant le groupe japonais. Selon l'agence Chine nouvelle, qui cite des responsables locaux non identifiés, ils réclament des salaires mensuels de 2 040 yuans (249 euros) contre 1 700 yuans actuellement.

En revanche, mercredi soir, les employés d'une autre entreprise de pièces détachées approvisionnant Honda, Foshan Fengfu Autoparts, également dans le Guangdong, ont repris le travail. Ils avaient commencé un mouvement de grève lundi pour obtenir des hausses de salaires. 'Les négociations se sont terminées mercredi. Nous avons repris la production normalement ce matin', a affirmé un porte-parole de Yutaka Giken, filiale de Honda, qui détient 65 % de Fengfu, le reste appartenant au taïwanais Moonstone Holdings.

Fengfu, qui emploie 489 ouvriers, fabrique des silencieux et des pots d'échappement. Honda produit 650 000 véhicules par an en Chine. Une première grève, déclenchée dans une autre usine de pièces détachées de Honda, située également à Foshan, Honda Auto Parts Manufacturing, avait duré plus d'une semaine. Elle s'est soldée la semaine dernière par une augmentation de salaire de 24 %, portant les rémunérations moyennes à 1 910 yuans (228 euros).

Grèce. Les cheminots grecs en grève contre la privatisation. (11.06)

Lexpress.fr - 10.06

Les cheminots grecs observent une grève de 24h pour protester contre le projet de privatisation de la société nationale des chemins de fer.

Il s'agit du premier arrêt de travail dans un des secteurs concernés par le projet gouvernemental, étalé sur trois ans, de privatisation de plusieurs entreprises publiques.

Le gouvernement prévoit de céder au privé 49% du capital de la société nationale des chemins de fer OSE, qui perd globalement chaque année un milliard d'euros et dont la dette est estimée à dix milliards d'euros.

G-B. BT : scrutin sur une possible grève dans les prochains jours. (11.06)

Lepoint.fr et AFP- 10.06

Les employés du géant britannique des télécommunications BT vont être consultés dans les prochains jours sur une éventuelle grève, les dernières propositions de la direction en matière salariale n'ayant pas satisfait les syndicats.

Chine. Les mouvements sociaux se multiplient en Chine. (12.06)

AP- 11.06

Revendications salariales, grèves, suicides... les tensions sociales se multiplient dans les usines chinoises, révélant le mécontentement croissant des travailleurs migrants. Le dernier mouvement social en date se déroule à Zhongshan (sud), où des ouvriers d'un fournisseur de

Honda ont manifesté vendredi.

Plusieurs centaines de salariés réclamant des hausses de salaire ont protesté vendredi devant l'usine de l'équipementier automobile Honda Lock, où le personnel avait déjà débrayé mercredi. Un policier joint par téléphone a confirmé cette action. "Nous gardons un oeil sur cette grève", a-t-il déclaré sous le couvert de l'anonymat.

De son côté, une responsable de la branche locale de la Fédération des syndicats de toute la Chine (FSTC), contrôlée par le Parti communiste, a déclaré que des représentants avaient été envoyés sur place pour "gérer" la situation.

Environ 85% des 1.400 employés de l'usine participent au mouvement social, précise Hirotohi Sato, un porte-parole de Honda Lock basé à Miyazaki, au Japon. M. Sato a affirmé que c'était la première fois qu'une grève se produisait dans cette usine, mais a refusé de donner des détails sur les revendications des salariés. L'usine est à l'arrêt et des négociations se déroulent quotidiennement, a-t-il ajouté.

Selon l'agence de presse officielle Chine Nouvelle, les ouvriers demandent que leur salaire mensuel, qui s'élève actuellement à 1.700 yuans (206 euros), soit relevé à 2.040 yuans (247 euros). Une augmentation de 100 yuans (12 euros) a été proposée mais a apparemment été rejetée, selon Chine Nouvelle.

La manifestation de vendredi est intervenue alors qu'Honda a repris la production dans deux usines d'assemblage de voitures après une grève de trois jours chez l'équipementier Foshan Fengfu Autoparts. Selon le constructeur automobile japonais, les ouvriers de Foshan ont accepté une augmentation de 366 yuans (44 euros) par mois, qui porte le salaire mensuel à l'embauche à 1.910 yuans (231 euros).

De son côté, le groupe japonais Brother Industries a annoncé avoir mis fin à une semaine de grève qui a entraîné l'arrêt de la production dans son usine de machines à coudre de Xi'an (centre). Une autre grève dans l'usine d'une société taïwanaise fabriquant des produits en caoutchouc à Shanghai a également pris fin ces derniers jours après que les ouvriers sont descendus dans la rue pour demander des hausses de salaire.

Selon les analystes, les récents mouvements sociaux dans les usines chinoises portent spécifiquement sur les conditions de travail et les salaires. Le fossé économique grandissant entre les grandes villes et les campagnes accroît la frustration des migrants qui s'installent en zone urbaine en quête d'une vie meilleure mais se retrouvent confrontés à un coût de la vie très élevé.

Les jeunes Chinois qui cherchent aujourd'hui du travail en usine ont grandi dans une période de relative prospérité et sont moins enclins que les générations précédentes à accepter de dures conditions de travail. En témoigne la récente série de suicides d'ouvriers sur l'immense site de production de Foxconn, le fabricant de l'iPhone d'Apple. Cette évolution représente un défi pour le régime communiste, qui cherche à légitimer sa mainmise sur le pouvoir en promettant d'améliorer le niveau de vie.

Geoffrey Crothall, porte-parole du "Bulletin du travail en Chine", basé à Hong Kong, souligne que les ouvriers ont fait preuve de patience durant le récent ralentissement économique. Mais depuis que l'économie est repartie en flèche l'an dernier, ils se sont retrouvés à travailler plus sans gagner plus pour autant, ce qui a incité certains à passer à l'action, explique-t-il. "Ils voient des grèves qui ont réussi ailleurs et décident de tenter leur chance."

M. Crothall souligne que les grèves ont également révélé une défiance envers les représentants de la FSTC, qui sont nommés par la direction et le Parti communiste et non élus par les salariés. Le régime interdit les syndicats non autorisés et la contestation publique, les contrevenants risquant le harcèlement et des poursuites. Mais les autorités tolèrent les manifestations limitées et locales d'ouvriers.

Italie. Les médias italiens dénoncent la "loi-bâillon" de Berlusconi. (12.06)

Reuters- 11.06

Les médias italiens sont vent debout contre un projet de loi qui limite le recours aux écoutes téléphoniques dans les enquêtes judiciaires et prévoit des sanctions pour les organes de presse qui en reproduiraient des extraits.

Le texte, qui a reçu le feu vert du Sénat jeudi, est contesté non seulement par la presse mais aussi par la magistrature italienne qui estime qu'il va entraver la lutte contre la corruption et le crime organisé dans le pays.

La quotidien de gauche, La Repubblica, a fait sa Une vendredi avec un seul post-it jaune portant l'inscription "la loi-bâillon va priver les citoyens du droit d'être informés".

"Nous avons monté une page vierge pour dire aux lecteurs que la démocratie a été court-circuitée", explique dans un éditorial le directeur de la rédaction, Ezio Mauro.

Le Corriere della Serra parle de "jour sombre" pour la justice, et l'Unita, organe du principal parti de l'opposition de gauche, arbore un titre avec des caractères utilisés sous la dictature fasciste de Benito Mussolini.

Le président du Conseil, Silvio Berlusconi, assure que la nouvelle loi permettra de mieux protéger la vie privée mais l'opposition accuse le gouvernement de chercher à dissimuler la corruption avec un loi "faite maison", dans la lignée de l'impunité dont le chef du gouvernement bénéficie.

Le syndicat national des journalistes a lancé un appel à la grève pour le 9 juillet et jure de mener une "résistance totale et sans fin contre" la nouvelle loi.

Les partis de l'opposition se disent prêts à faire appel devant la Cour constitutionnelle si la loi était adoptée sous cette forme par la Chambre des députés, une issue qui fait peu de doute au vu de la majorité dont y bénéficie le centre-droit.

Pour La Stampa de Turin, la loi vise à jeter le voile sur les scandales, Il Fatto parle de "loi criminelle pour les criminels".

PRÉOCCUPATION DE WASHINGTON

Le projet de loi était au parlement depuis des mois avant que le gouvernement ne le sorte de l'ombre après la publication dans la presse de transcriptions résultant d'une fuite dans une enquête sur des contrats publics douteux qui ont rejailli sur le cabinet de Berlusconi. L'enquête a notamment entraîné la démission du ministre de l'Industrie, Claudio Scajola.

Les journaux vendredi accordent une large place aux scandales politiques du passé, certains impliquant directement Silvio Berlusconi, qui assurent-ils n'auraient pas été révélés avec les mesures contenues dans le projet de loi.

Les magistrats, qui envisagent d'organiser leur propre mouvement de manifestation contre le texte, font savoir que de nombreuses arrestations, dont des mafieux en fuite, n'auraient pu être effectuées sans l'aide des écoutes téléphoniques.

Le ministère américain de la Justice a fait part de son inquiétude concernant les effets de la loi sur les enquêtes menées conjointement sur le crime organisé.

Aux termes du projet de loi, les magistrats ne pourront ordonner une mise sur écoutes que s'ils disposent d'éléments solides permettant de soupçonner un délit.

La mise sur écoutes devra être approuvée par trois juges et ne pas excéder 75 jours. Une autorisation expresse serait requise pour placer sur écoutes les téléphones de parlementaires et de prêtres.

Il serait interdit aux médias d'en publier des transcriptions ou des condensés, et même de commenter une enquête avant que les suspects soient traduits en justice - ce qui peut prendre des années dans le système judiciaire italien.

Les directeurs de publication enfreignant la loi risqueraient jusqu'à 465.000 euros d'amende, les journalistes étant passibles en pareil cas d'un mois de réclusion au maximum.

Italie. Manifestations en Italie contre la rigueur. (13.06)

Lefigaro.fr- 12.06

Le ton monte en Italie contre le plan d'économies budgétaires de 24,5 milliards d'euros en deux ans décidé le 25 mai par le gouvernement. Les Allemands ont également défilé à Berlin et Stuttgart.

Plusieurs dizaines de milliers de syndicalistes ont convergé hier vers le centre de Rome à l'appel de la CGIL, la principale confédération ouvrière d'Italie (5,5 millions d'adhérents).

Aux cris de «pas seulement sur nos épaules», ils ont dénoncé les sacrifices imposés par le gouvernement de Silvio Berlusconi pour ramener le déficit public de 5,3 % à 3,9 % l'an prochain et 2,7 % du PIB en 2012.

Lors d'un rassemblement Place du Peuple, Guglielmo Epifani, le secrétaire général de la CGIL, a réaffirmé que son organisation n'était pas opposée à une correction des comptes de l'Etat. «Nous rejetons cette manœuvre faite seulement de restrictions budgétaires sans réformes

structurelles ni mesures d'aide aux investissements, surtout dans l'instruction publique et la recherche», a-t-il déclaré au Figaro avant le début de la manifestation. «Ceux qui en feront les frais seront surtout les salariés et les revenus les plus modestes tandis que les patrimoines et les rentes ne seront pas touchés».

Guglielmo Epifani appelle aussi à une vaste mobilisation pour inviter le Parlement, qui commencera l'examen du projet de loi la semaine prochaine, «à le modifier».

La CGIL a lancé pour le 25 juin un mot d'ordre de grève générale de quatre heures dans le secteur privé et de 24 heures dans le public.

Pour sa part, le Parti Démocrate (PD), principale formation d'opposition, annonce un rassemblement contre ce plan «injuste» le 19 juin à Rome tandis que magistrats, médecins du secteur public et monde de la culture multiplient les protestations.

Le gouvernement prévoit de geler salaires et embauches dans la fonction publique pendant deux ans et de réduire de 10 % l'enveloppe des ministères et des collectivités territoriales. Aucun impôt nouveau ne serait levé et la taxation des revenus financiers continuerait de bénéficier d'un taux de faveur, mais un effort accru serait fait contre l'évasion fiscale.

Pour la Banque d'Italie, le plan d'austérité pourrait se solder par une réduction de 0,5% du PIB en 2011/2012 «sous l'effet d'une compression de la consommation et des investissements». L'Italie prévoit une croissance de 1% cette année et 1,5% en 2011.

Allemagne. Manifestations en Allemagne contre l'austérité. (13.06)

Reuters- 12.06

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté contre ce qui pourrait être le plus grand plan d'austérité mis en oeuvre en Allemagne depuis la Seconde Guerre mondiale.

Le coalition de la chancelière Angela Merkel a approuvé lundi un plan de réduction des dépenses et le relèvement de certaines taxes qui doit permettre de ramener d'ici 2013 le déficit budgétaire dans les limites fixées par l'Union européenne.

Selon la police, jusqu'à 10.000 personnes se sont rassemblées pour protester contre ces mesures samedi à Stuttgart. Elles étaient entre 15.000 et 20.000 à manifester à Berlin, selon les organisateurs.

"La crise a pour nom capitalisme", "Emploi, droits de l'homme, sécurité de l'avenir pour tous" et "Des retraites suffisantes pour vivre", pouvait-on lire sur des banderoles.

La proposition du gouvernement prévoit d'économiser 30 milliards d'euros en quatre ans sur le budget social.

Selon un nouveau sondage Infratest dimap, 79% d'Allemands estiment que le plan d'économies n'est pas équitable socialement et 93% d'entre eux pensent que ces mesures ne permettront pas au gouvernement d'atteindre ses objectifs.

Chine. Grève dans une usine Honda en Chine, la contestation gagne du terrain . (14.06)

RFI- 12.06

En Chine, la grève entamée vendredi 11 juin continue dans l'usine Honda Lock, à Zhongshan, dans la province du Guangdong. Et c'est toute la production du constructeur japonais dans le pays qui risque la paralysie. Les revendications des salariés portent sur les hausses de salaires ainsi que sur le droit de choisir leur mode de représentation syndicale.

On assiste à un changement de ton de la part du gouvernement chinois qui jusqu'à maintenant ne voyait pas d'un mauvais œil les revendications salariales des ouvriers, surtout s'agissant d'entreprises étrangères.

Mais cette mobilisation sociale est, pour commencer, en train de gagner du terrain. De Canton, elle a gagné la région de Shanghai et maintenant le centre de la Chine.

Des grèves qui s'étendent en particulier aux sous-traitants de Honda. L'usine qui fabrique les systèmes de verrouillages des portes est en grève depuis 48 heures, et le mouvement se poursuit. Les chaînes de montages pourraient être de nouveau arrêtées.

Mais il y a plus grave pour le gouvernement : les grévistes, pour la première fois, ont refusé de s'en remettre au syndicat officiel chinois, un syndicat unique, sous contrôle du Parti communiste (PCC). Un syndicat accusé d'être au service de la direction de l'entreprise.

C'est un acte très politique de la part des grévistes qui revendiquent le droit de désigner leurs propres représentants. Un vrai défi qui explique sans doute la réaction du gouvernement.

Depuis quelques jours, le département de la propagande a interdit la publication d'informations dans la presse chinoise, explique le South China Morning Post, le grand quotidien de Hong Kong. Seule l'agence officielle de presse Chine nouvelle continue d'affirmer aujourd'hui encore le retour à une situation normale.

Afrique du Sud. Grève des stadiers : la police sud-africaine assure la sécurité dans quatre stades. (16.06)

AFP- 15.06

La police sud-africaine a annoncé mardi avoir pris le contrôle de quatre des dix stades hôtes du Mondial 2010 - au Cap, à Durban, Port-Elisabeth et Johannesburg (Ellis Park) - pour remplacer des agents de sécurité privés en grève.

La sécurité des fans de football est donc assurée, a ajouté le gouvernement.

"La police nationale sud-africaine (SAPS) et le comité local d'organisation (LOC) se sont mis d'accord pour que la SAPS prenne provisoirement le contrôle des opérations de sécurité dans quatre stades", écrit la police dans un communiqué.

"Nous avons activé ces plans d'urgence (...) pour assurer le bon déroulement de la compétition", a ajouté le commissaire national Bheki Cele, cité dans le communiqué.

"Nous sommes sûrs que cela ne va pas porter préjudice au Mondial ni à nos activités classiques de police", a-t-il poursuivi.

"Les supporters ne doivent pas s'inquiéter pour leur sécurité parce que la police est prête à intervenir, comme elle l'a fait au Cap, pour remplacer les gardiens privés qui débrayent", a renchéri le porte-parole du gouvernement Themba Maseko lors d'une point-presse à Pretoria.

"La police sud-africaine et les autres agences de sécurité sont prêtes à gérer tout type de situation", a-t-il encore dit.

Des agents de l'entreprise privée Stallion sont entrés en conflit avec leur employeur dimanche pour des revendications salariales.

Environ 400 des portiers de Durban (sud-est) avaient organisé dimanche une manifestation après le match Allemagne-Australie (4-0), qui avait dû être dispersée par la police anti-émeutes.

Quelques heures plus tard, leurs collègues du Cap (sud-ouest) ont débrayé à peine trois heures avant le match Italie-Paraguay (1-1), lundi.

Mardi, des centaines d'entre eux ont fait de même auprès du stade Ellis Park, dans le centre de Johannesburg, avant la rencontre Corée du Nord-Brésil.

Grèce. Grève des transports publics à Athènes contre le plan d'austérité du gouvernement. (18.06)

AP- 17.06

Les transports publics ont été paralysés jeudi à Athènes, en raison d'une grève des salariés du secteur pour protester contre le plan d'austérité du gouvernement.

Les conducteurs de bus et de tramways ont débrayé pour dénoncer les réductions de salaire et les réformes en matière d'aide sociale. Les employés du métro d'Athènes étaient eux en grève pour la deuxième journée consécutive pour soutenir 285 collègues dont les contrats viennent à expiration et qui risquent de perdre leur emploi.

Ces mouvements ont entraîné d'importants embouteillages dans la capitale. Une manifestation a par ailleurs réuni un millier de personnes

jeudi soir à Athènes, sans incidents, à l'appel de syndicats protestant contre un projet de décret facilitant les licenciements et diminuant la durée d'indemnisation. Un appel à la grève a été lancé pour le 29 juin.

Le principal syndicat du secteur privé, GSEE, juge ce projet "inacceptable et anticonstitutionnel" et annoncé son intention de le contester devant la justice. "Alors que les suppressions d'emplois et le chômage sont en hausse, nous avons besoin de mesures décourageant les licenciements, pas qui les encouragent", souligne le syndicat.

Grèce. Nouvelle grève générale prévue le 29 juin en Grèce. (18.06)

Reuters- 17.06

Les syndicats grecs des secteurs public et privé appellent à une grève de 24 heures le 29 juin pour protester contre les projets de réforme des retraites et du travail décidés par le gouvernement en contrepartie du plan d'aide internationale de 110 milliards d'euros accordé à la Grèce.

"La manifestation concerne avant tout la réforme des retraites", a déclaré jeudi à Reuters Ilias Iliopoulos, secrétaire général de l'Adedy, fédération syndicale du secteur public.

Les syndicats s'opposent également à des mesures visant à faciliter les licenciements par les grandes entreprises et à augmenter la flexibilité du marché du travail.

Irak. Manifestation à Bassorah, en Irak, un mort. (20.06)

Reuters- 19.06

La police irakienne a ouvert le feu samedi sur des manifestants qui protestaient contre les pannes d'électricité à Bassorah, dans le sud du pays, faisant un mort et trois blessés, ont indiqué des sources proches des services de sécurité.

Près de 4.000 personnes étaient rassemblées devant un bâtiment du conseil provincial et certaines d'entre elles ont tenté de forcer la grille de l'enceinte et d'en escalader les murs, en jetant des pierres, avant que les forces de sécurité n'ouvrent le feu pour les disperser.

Les manifestants, qui protestaient contre les difficultés d'approvisionnement en électricité dans la région, réclamaient en outre la démission du ministre de tutelle de ce secteur, Karim Wahid.

Sept ans après l'invasion anglo-américaine du pays, les autorités irakiennes peinent à assurer un service public minimum, les habitants du pays ne bénéficiant par exemple que de quelques heures d'électricité par jour.

Commentaire de LdC : ils ont juste oublié de dire qu'en ce moment il fait jusqu'à 48°C à l'ombre en Irak ! (météo hier soir sur TV5Monde Asie)

Bangladesh: violents heurts lors d'une manifestation des ouvriers du textile. (20.06)

AP- 19.06

Des milliers d'ouvriers du textile bangladais en grève pour obtenir des augmentations ont jeté des pierres et se sont accrochés avec la police samedi dans une zone industrielle proche de Dacca, la capitale du pays. Un manifestant a fait état d'une centaine de blessés.

Les forces de l'ordre ont tiré des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes pour disperser la foule à Ashulia, selon un responsable local de la police, Sirajul Islam. Une cinquantaine d'usine du secteur sont fermées de peur d'attaques, a affirmé un responsable de l'Association des entrepreneurs et exportateurs de l'habillement du Bangladesh ayant requis l'anonymat.

Un manifestant, Abdus Salam, a déclaré que les affrontements avaient fait au moins une centaine de blessés, dont beaucoup avaient été emmenés à l'hôpital. Un autre responsable policier a parlé d'une quarantaine d'officiers blessés.

D'après Abdus Salam, les ouvriers demandent le relèvement du salaire minimum à 5.000 takas (58 euros/73 dollars) par mois, sachant que le salaire moyen actuel tourne autour de 2.000 takas (23 euros/29 dollars).

L'industrie textile, qui emploie deux millions de personnes au Bangladesh, est un secteur crucial pour l'économie de ce pays très pauvre, frappé de plein fouet par la récession mondiale.

Les manifestations souvent émaillées de violences pour des hausses de salaire s'y multiplient depuis quelques mois, mais les entrepreneurs se disent étranglés par la baisse de la demande étrangère et l'augmentation des coûts de production liée à la crise de l'énergie et à des infrastructures en mauvais état dans le pays.

Le Bangladesh exporte pour environ 12 milliards de dollars (9,7 milliards d'euros) d'habillement par an, les Etats-Unis et l'Europe étant ses principaux clients.

Algérie. Plus de 6.000 ouvriers d'Arcelor Mittal en grève en Algérie. (23.06)

AP- 22.06

Les 6.200 ouvriers du complexe sidérurgique d'ArcelorMittal à Annaba (600 km à l'est d'Alger) ont poursuivi mardi leur grève, déclarée pourtant "illégal" la veille par le tribunal d'Annaba, saisi en référé par la direction de l'entreprise.

Malgré la décision du tribunal "qui a ordonné la reprise du travail", la direction a constaté que "le mouvement de grève continue aujourd'hui" et prendra donc "toutes les mesures légales pour faire respecter la décision de justice", a déclaré à l'Associated Press Mohamed Abd El Daim, un des membres de l'équipe dirigeante, sans toutefois préciser la nature de ces mesures.

"Il n'est pas question faire marche arrière si la direction ne répond pas positivement à nos revendication salariales", répliquait-on du côté des syndicats.

Les salariés d'ArcelorMittal à Annaba, un des ultimes bastions contrôlés par l'UGTA, syndicat proche du pouvoir, reprochent à la direction du groupe son refus d'adhérer à un accord salarial conclu en décembre 2009 entre les partenaires sociaux.

La grève a commencé lundi matin au niveau de toutes les unités de production de commercialisation, les services techniques et administratifs. Les salariés ont notamment refusé de procéder au chargement de cargaisons destinées à l'exportation vers l'Espagne.

Chine. Grève dans une usine du japonais Denso en Chine. (23.06)

Reuters- 22.06

Une usine d'assemblage Toyota en Chine a été contrainte de suspendre sa production en raison de la grève des salariés d'une usine du groupe japonais Denso, un fabricant de pièces automobiles affilié à Toyota.

La production de l'usine Toyota, qui a une capacité annuelle de 360.000 unités et construit des modèles comme la Camry ou la Yaris, est suspendue depuis mardi matin, a annoncé un porte-parole du groupe.

"Aucune décision n'a pour l'instant été prise concernant la reprise de la production", a déclaré Ririko Takeuchi, porte-parole de Toyota.

L'usine Denso (Guangzhou Nansha) fournit aussi bien Toyota que Honda et d'autres constructeurs automobiles qui ne sont plus livrés depuis lundi, indique la porte-parole de Denso, Yoko Suga.

Des négociations sont en cours entre la direction et les ouvriers qui demandent une augmentation des salaires et des avantages supplémentaires, a ajouté la porte-parole de Denso.

La grève durera toute la semaine, a déclaré un salarié de l'usine Denso.

Cette grève est le dernier en date des mouvements sociaux touchant des constructeurs automobiles étrangers, mouvements qui se multiplient.

Bangladesh: 700 usines textile fermées à la suite d'un mouvement de protestation . (23.06)

Lepoint.fr- 22.06

De violents mouvements de protestation mobilisant des dizaines de milliers d'ouvriers du textile du Bangladesh ont entraîné mardi la fermeture de 700 usines qui fournissent les plus grandes enseignes occidentales de l'habillement.

La police anti-émeutes a tiré des balles en caoutchouc et des bombes lacrymogènes sur les ouvriers dans la zone industrielle de Ashulia, au nord de la capitale Dacca. Dans ce secteur, les ouvriers, qui réclament une hausse du salaire minimum de 25 à 70 dollars, ont érigé des barricades avec de vieux pneus, mis le feu à des camions de livraison et lancé des projectiles sur les forces de l'ordre pour la quatrième journée consécutive.

Quelque 800.000 ouvriers travaillent dans les 700 usines fermées, mais des "dizaines de milliers" d'autres sont dans la rue, obligeant les commerces à fermer, a déclaré à l'AFP le chef-adjoint de la police de Dacca Monowar Hosain.

Les usines qui ont été forcées de fermer leurs portes fournissent des chaînes occidentales telles que Wal-Mart, H & M, Tesco, Carrefour et Metro, ainsi que de grandes marques telles que Tommy Hilfiger, GAP et Levi Strauss.

Les ouvriers exigent des salaires d'au moins 5.000 taka (70 dollars) par mois. L'actuel salaire minimum fixé en 2006 est de 25 dollars seulement.

Selon le patronat des fabricants et des exportateurs de textile (BGMEA), les manifestations violentes, qui ont commencé samedi, ont créé un climat de "panique et d'anarchie", forçant les usines à fermer jusqu'à nouvel ordre.

"Plus de 50 usines ont été saccagées par les protestataires qui empêchent ainsi de livrer les commandes à temps, entraînant des pertes se chiffrant en millions de dollars", a déclaré à l'AFP le vice-président de la BGMEA, M. Shafiul Islam Mohiuddin.

Le ministre du Travail Mosharraf Hossain a promis dans un communiqué à l'issue d'une réunion d'urgence avec le patronat du textile des augmentations de salaires, mais a menacé de "mesures énergiques" les manifestants.

Le textile représente 80% des exportations annuelles du Bangladesh et ses usines emploient 40% de la main d'oeuvre industrielle du pays, la plupart étant des femmes.

Osborne présente un budget d'extrême rigueur en Grande-Bretagne. (23.06)

Reuters - 22.06

Le ministre britannique des Finances George Osborne a présenté un budget d'austérité, réduisant les dépenses et relevant les impôts, tout en annonçant la mise en place d'une taxe sur les banques afin de résorber le déficit public.

Le chancelier de l'Echiquier a déclaré que les dépenses de l'Etat seraient réduites d'environ 25% au cours des cinq années à venir, tandis que la TVA sera relevée à 20% l'année prochaine, contre 17,5% cette année.

La taxe sur les banques permettra de lever 1,2 milliard de livres sterling (1,4 milliard d'euros) sur l'exercice budgétaire 2011-2012, montre le projet de budget pour 2010.

Le produit de cette taxe atteindra un pic à 2,5 milliards de livres sterling lors de l'exercice 2013-2014, d'après les estimations du gouvernement.

Près d'un million de Britanniques parmi les plus pauvres cesseront en revanche de payer l'impôt sur le revenu grâce à un relèvement de mille livres du seuil d'imposition.

La taxe sur les entreprises qui dégagent plus de 1,5 milliard de livres sera abaissée d'un point à 27% en 2011, année de départ d'une baisse progressive de cet impôt qui sera abaissé chaque année jusqu'à tomber à 24%.

Les entreprises de taille plus réduite seront quant à elles taxées à hauteur de 20% à partir d'avril 2011, une baisse d'un point.

CROISSANCE EN PÉRIL

Cette annonce a bénéficié aux emprunts d'Etat britanniques, les investisseurs estimant que le plan gouvernemental est de nature à rassurer les agences de notation.

Ces dernières ont prévenu la Grande-Bretagne que son triple A pourrait être menacé si le plan présenté par George Osborne, destiné à réduire un déficit qui s'élève à 11% du PIB, échouait à les convaincre.

Un responsable de S&P a d'ores fait savoir que l'agence étudierait dans le détail le projet de budget qu'il a qualifié de complexe avant de se prononcer sur la note du pays.

George Osborne a expliqué qu'un peu plus des trois quarts du resserrement budgétaire seraient imputables à des baisses des dépenses publiques et que le reste serait fourni par des taxes.

Les prestations sociales seront visées et les dépenses de la famille royale n'échapperont pas à un contrôle plus strict. L'enveloppe que l'Etat verse à la reine Elizabeth pour ses fonctions officielles sera gelée à 9,5 millions d'euros.

"Lorsque nous disons que nous sommes tous impliqués, nous le pensons vraiment", a déclaré George Osborne.

Certains économistes estiment que la sévérité de l'ajustement budgétaire pourrait mettre en péril la reprise de l'économie britannique qui s'extirpe de sa pire récession depuis la Seconde Guerre mondiale.

Le président américain Barack Obama a mis en garde ses homologues au G20 contre la tentation de cesser trop tôt de soutenir l'économie.

"Il semble que ce soit un budget plus serré que ce beaucoup anticipaient", a commenté Jonathan Loynes, chef économiste pour la Grande-Bretagne chez Capital Economics.

George Osborne estime de son côté qu'il n'y a pas de temps à perdre même s'il a admis que la croissance serait en baisse cette année et l'année prochaine à cause de ce budget.

L'agence chargée de superviser le budget britannique, mise en place le mois dernier par George Osborne, a abaissé sa prévision de croissance à 1,2% cette année et à 2,3% l'année prochaine alors qu'elle tablait auparavant sur 1,3% et 2,6%.

L'emprunt net dans le secteur public est désormais évalué à 149 milliards de livres, 10,1% du PIB, mais il devrait tomber à 20 milliards de livres, 1,1% du PIB en 2015-2016, soit 129 milliards de livres d'économies (155 milliards d'euros environ).

Le déficit structurel, qui n'est pas sujet aux variations du cycle économique, devrait reculer à 0,3% en cinq ans, contre 7,4% cette année.

De plus en plus d'Européens ont du mal à joindre les deux bouts. (23.06)

Reuters - 22.06

Les citoyens de l'UE sont de plus en plus inquiets face aux conséquences sociales de la crise, malgré de fortes différences entre les pays et entre les catégories sociales, révèle un sondage rendu public mardi.

Selon cet "Eurobaromètre" consacré à la pauvreté, un Européen sur trois craint pour son emploi, trois Européens sur quatre craignent pour leur retraite et des contrastes existent entre habitants d'Europe de l'Ouest et des nouveaux Etats membres de l'Union européenne.

"Les résultats de l'enquête confirment que (...) la crise économique et financière actuelle aggrave encore la situation" en matière de pauvreté, a déclaré le commissaire européen à l'Emploi, aux Affaires sociales et à l'Inclusion, Laszlo Andor.

"Une proportion significative d'Européens a aujourd'hui du mal à joindre les deux bouts", a-t-il ajouté.

C'est en Grèce, l'un des pays les plus touchés par la crise et les plans d'austérité gouvernementaux, que l'on trouve, avec 85%, la plus forte proportion de personnes estimant que la pauvreté a augmenté dans la zone où ils vivent.

La France avec 83% et la Bulgarie avec 82% arrivent directement derrière.

En moyenne, 30% des Européens estiment qu'ils pourraient perdre leur emploi dans l'année qui vient. Dans l'hypothèse où ils se retrouveraient au chômage, 73% des Grecs, 68% des Espagnols, 64% des Italiens et 62% des Irlandais pensent qu'ils leur serait difficile ou très difficile de retrouver un travail dans les six mois.

CONTRASTES

Sur la question du chômage, l'enquête Eurobaromètre montre un fort contraste entre les pays du sud et de l'est de l'Europe, où le pessimisme reste nettement majoritaire, et les Etats comme la Suède, le Danemark, les Pays-Bas ou l'Autriche, où les citoyens semblent être moins concernés par les situations difficiles et jugent leur société moins inégalitaire.

En ce qui concerne les retraites, 73% des citoyens de l'UE pensent qu'ils bénéficieront à l'avenir de pensions moins élevées ou anticipent le fait de devoir travailler plus longtemps et de mettre plus d'argent de côté pour s'assurer une retraite décente.

Dans la quasi-totalité des pays européens, plus de 80% des sondés pensent que les droits à la retraite seront touchés par la crise économique et financière actuelle, tandis que dans 17 Etats membres une majorité des sondés craignent que leur retraite future ne leur permette pas de vivre dignement.

L'UE a décrété 2010 "Année européenne de la lutte contre la pauvreté" et vient d'adopter sa stratégie Europe 2020, qui comporte entre autres des objectifs chiffrés de lutte contre la pauvreté pour l'actuelle décennie.

Cet "Eurobaromètre" est la quatrième vague d'une série d'enquêtes lancées en juillet 2009 pour mesurer en temps réel l'évolution de la perception de la pauvreté en Europe.

Très forte augmentation du nombre de millionnaires dans le monde en 2009 (titre de LdC). (23.06)

Figaro.fr et Lexpress.fr - 22.06

Les jets privés se vendent à la pelle, les robes Chanel partent comme des petits pains : les riches sont de retour ! C'est le constat de la version 2010 du "World Wealth Report", une étude sur l'évolution des fortunes mondiales publiée chaque année par Capgemini et Merrill Lynch Wealth Management. Selon ce rapport, le nombre de particuliers à la tête d'un patrimoine de plus d'un million de dollars (hors résidence principale) est remonté de 8,6 millions en 2008 à 10 millions en 2009. Ensemble, ils pèsent 39 000 milliards de dollars, soit 6 200 milliards de plus qu'en 2008 (+18,9%).

Effacé le recul de 2008, oubliée la dévalorisation de leurs actifs due à la crise. "Alors qu'en 2008, le patrimoine des millionnaires enregistrait une chute sans précédent, nous voyons déjà un retour complet au niveau de richesse de 2007, notamment dans la région Asie-Pacifique", indique Gilles Dard, président de l'activité gestion privée France et Europe de Merrill Lynch. Les ultra riches - patrimoine supérieur à 30 millions de dollars -, qui avaient subi la plus forte baisse de leurs actifs, ont retrouvé le sourire : leur fortune a augmenté de 21,5 % en 2009. "Les marchés émergents ont été et continueront d'être le moteur de cette reprise, en particulier l'Inde, la Chine et le Brésil", relate Laurence Chrétien, en charge du "World Wealth Report" en France au sein de Capgemini.

Sans surprise, les Etats Unis (2,866 millions) restent, devant le Japon (1,65 million) et l'Allemagne (861 000), le pays qui concentre le plus de citoyens richissimes. Le trio de tête du classement abrite d'ailleurs plus de la moitié de la population mondiale des riches. La France, elle, apparaît toujours au sixième rang, derrière la Chine et le Royaume-Uni : l'Hexagone comptait l'an dernier 383 100 millionnaires, soit près de 40 000 de plus qu'en 2008 (+11%).

Mais pour la première fois, la région Asie-Pacifique compte autant de millionnaires que l'Europe (3 millions). Les avoirs financiers des millionnaires asiatiques (9 700 milliards, en hausse de 30%) ont même dépassé ceux du Vieux Continent (9 500 milliards). «La zone Asie-Pacifique a été la seule région où les indicateurs macroéconomiques et les leviers de création de richesse (très forte hausse des marchés boursiers, matières premières...) se sont significativement développés en 2009», explique Laurence Chrétien, en charge du World Wealth Report pour Capgemini. Cette tendance devrait se poursuivre. «En 2011, il devrait y avoir plus de millionnaires dans la zone Asie-Pacifique qu'en Europe», pronostique Gilles Dard.

Cette accumulation de richesses fait évidemment le bonheur des vendeurs de yachts et autres Château-Latour 1990. Depuis la fin de 2009, le marché des produits de luxe comme la joaillerie, les grands crus et les berlines haut-de-gamme s'est redressé, stimulé par la demande asiatique. Du côté de leurs portefeuilles financiers, les nantis se tournent à nouveau vers les actions : retrouvant le goût du risque et une certaine confiance envers les Bourses, ils devraient y consacrer, d'ici à 2011, 35% de leurs placements (contre 29% aujourd'hui), selon l'étude. Seul le marché de l'art ne semble pas profiter de ce regain de richesses chez les millionnaires.

Les ouvriers de l'usine Fiat de Pomigliano ont voté la limitation du droit de grève... (24.06)

Reuters - 23.06

Les ouvriers de l'usine Fiat de Pomigliano, près de Naples, ont voté à près des deux tiers en faveur d'un plan qui prévoit un accroissement de la flexibilité en échange d'investissements nécessaires pour maintenir le site ouvert.

Les 4.642 salariés de l'usine étaient appelés à se prononcer sur une proposition du PDG de Fiat, Sergio Marchionne.

Le projet vise à accroître la productivité en introduisant davantage de flexibilité dans les horaires de travail, en limitant le droit de grève et en limitant certaines prestations, comme l'indemnisation des arrêts maladie.

En échange, Marchionne promet d'investir 700 millions d'euros pour moderniser l'usine de Pomigliano et y relocaliser la production de la prochaine version de la Fiat Panda, aujourd'hui fabriquée en Pologne.

Les implications de cette consultation dépassent le seul cadre du constructeur italien. Pour le ministre italien du Travail, Maurizio Sacconi, "ce vote change les relations industrielles en s'éloignant du conflit pour se rapprocher de la collaboration".

"La relance de l'usine Fiat de Pomigliano est une énorme opportunité pour la Campanie et tout le sud de l'Italie", a souligné le gouverneur de la région, Stefano Caldoro, parlant du "début d'une nouvelle phase".

G-B. Retraites : Londres projette de repousser l'âge légal à 66 ans. (25.06)

LeMonde.fr et AFP - 24.06

Le gouvernement britannique a annoncé, jeudi 24 juin, le lancement de consultations sur une réforme 'radicale' du système des retraites, en vue d'accélérer le report de l'âge légal à 66 ans et de supprimer l'âge de mise à la retraite d'office.

Actuellement fixé à 65 ans pour les hommes et à 60 ans pour les femmes, le 'State Pension Age' (SPA, âge légal de départ en retraite) passerait à 66 ans, selon le projet mis à l'étude. Le plan ne fixe pas d'échéance, une date précise devant faire l'objet de consultations.

Cependant, selon la presse, l'âge légal pourrait passer à 66 ans dès 2016, soit dix ans plus tôt que ce que prévoyait le projet de l'ancien gouvernement travailliste. L'ex-premier ministre Gordon Brown avait prévu que l'âge légal soit repoussé à 65 ans pour les femmes en 2020, puis à 68 ans pour les deux sexes de manière progressive, entre 2024 et 2046.

Des consultations ont également été lancées sur la possibilité d'abolir 'rapidement' l'âge de mise à la retraite d'office. Le 'Default Retirement Age', actuellement fixé à 65 ans, permet à un employeur d'exiger d'un salarié qu'il prenne sa retraite.

A titre de comparaison, cet âge de mise à la retraite d'office a été repoussé en France de 65 à 70 ans. Quant à l'âge légal, un projet controversé du gouvernement français prévoit de le faire passer de 60 à 62 ans d'ici à 2018. Une journée de grève et de manifestation est organisée jeudi en France contre cette réforme.

'Les gens vivent plus longtemps et la dernière chose que nous voulons est de perdre leurs talents et leur enthousiasme en raison d'un âge limite arbitraire', a déclaré le ministre du travail et des retraites britannique, Iain Duncan Smith.

Au Royaume-Uni, l'espérance de vie est actuellement de 77 ans pour les hommes et de 81 ans pour les femmes. Le paiement des retraites représente les deux tiers du budget du ministère des retraites, soit une centaine de milliards de livres (121 milliards d'euros) par an. Accroître l'âge moyen du départ à la retraite d'une année apporterait un point de croissance à l'économie britannique, selon les calculs du gouvernement. 'Nous devons reconnaître qu'il nous faudra travailler plus longtemps si nous voulons un système de retraites abordable et stable avec une espérance de vie toujours plus longue... Nous prenons des mesures radicales', a ajouté Iain Duncan Smith.

Italie: grève générale contre l'austérité, des milliers de manifestants. (26.06)

Lepoint.fr et Reuters - 25.06

Les transports en commun, le trafic aérien et ferroviaire, ont été modérément perturbés vendredi par une grève générale lancée par le principal syndicat italien, la CGIL, qui a dit avoir rassemblé un million de manifestants contre un plan d'austérité gouvernemental.

Le gouvernement a contesté ces affirmations, le ministre du Travail Maurizio Sacconi parlant de "faible adhésion" à un mouvement auquel ne participaient pas les deux autres grandes centrales CISL et UIL.

Cette grève était organisée au lendemain de manifestations massives en France contre un projet de réforme des retraites, ayant réuni près de 2 millions de personnes selon les syndicats, autour de 800.000 selon la police.

En Italie, ils étaient un million dans la rue, selon la Cgil, en particulier à Bologne (100.000), Milan (80.000) et Naples (70.000). Mais la police a divisé par deux ces chiffres, évaluant ainsi à 35.000 les manifestants à Milan.

Peu de chiffres sur le pourcentage de grévistes. Selon le ministère de la Fonction publique, "sur un échantillon de 30% des salariés, 2,27% avaient adhéré à la grève" en début d'après-midi.

La circulation des autobus et métros a été un peu ralentie à Rome et Naples en matinée et à Milan en fin de journée, chaque région observant des arrêts de travail de quatre heures à des horaires différents.

La société des chemins de fer Ferrovie dello Stato a affirmé que le trafic était normal pour les trains à moyenne et longue distance.

Selon la Filt-Cgil, dans le transport aérien, l'adhésion a été "très élevée, avec 86 vols annulés à la mi-journée à l'aéroport romain de Fiumicino". Mais des sources aéroportuaires ont parlé d'une quarantaine de vols supprimés.

La Filt a affirmé qu'à Rome et Naples, des lignes de métro ont été bloquées et que près de 50% des bus n'ont pas circulé. Selon Atac qui gère les transports à Rome, il y avait 38% de grévistes et les autobus circulaient.

La grève semble avoir été peu suivie dans les transports. A Rome, bus et métro fonctionnaient en partie. Selon le gouvernement, deux pour cent des fonctionnaires avaient répondu à midi à l'appel syndical.

"Il y a de plus en plus de conducteurs de bus qui ne font pas grève parce que normalement on fait grève pour obtenir quelque chose et il semble qu'on obtienne jamais rien", notait, désabusé, Maurizio Rinaldi au terminal routier de la gare de Termini.

Selon la Cgil, 40.000 manifestants brandissant des drapeaux rouges du syndicat étaient réunis sur la place Farnèse, à Rome.

"C'est un plan déséquilibré. Nous sommes les salariés les moins bien payés d'Europe. Avec son plan, le gouvernement frappe ceux qui n'ont plus de force", a indiqué à l'AFP un retraité.

"Ce sont toujours les mêmes qui font les sacrifices! Ce plan d'austérité touche les plus faibles et enrichit les plus riches", a lancé un manifestant à Milan, sur le parvis de la cathédrale.

La cure d'austérité du gouvernement, décidée pour assainir les finances et rassurer les marchés préoccupés par l'endettement italien (plus de 118% du PIB) porte sur 24,9 milliards d'euros pour les années 2011 et 2012.

Ce plan prévoit, entre autres, une réduction des dépenses publiques à travers un gel de trois ans des salaires des fonctionnaires, une réduction de 10% des budgets des ministères et des aides aux collectivités locales, ainsi qu'un renforcement de la lutte contre l'évasion fiscale.

"Ce collectif budgétaire doit être changé car ce sont seulement les travailleurs, les administrations locales et les citoyens qui en subissent les conséquences", a déclaré la numéro deux de la CGIL Susanna Camusso, à Bologne.

"Personne ne nie la nécessité d'assainir les comptes du pays mais il faut penser à l'avenir et pas seulement aux coupes budgétaires", a-t-elle ajouté.

"Nous disons non à ce budget. Il est inopportun, injuste, il freine la croissance, il ne relance pas la production, il ne touche pas aux riches et il sanctionne les travailleurs", a déclaré le secrétaire général de la CGIL, Fulvio Mammoni, présent lors de la manifestation de Naples qui a réuni des dizaines de milliers de personnes.

Jeudi, la Confindustria, le patronat italien a publié un rapport annonçant que le pays était sorti de la récession et que la croissance serait plus

élevée que prévu cette année et en 2011. Mais le chômage devrait encore augmenter après la perte de 528.000 emplois en deux années de crise.

Chine: on a raison de se rebeller, dit la nouvelle génération d'ouvriers . (26.06)

Lepoint.fr et AFP - 25.06

Chen, 25 ans, appartient à la nouvelle génération d'ouvriers chinois: plus à la mode, mais surtout plus revendicative que les aînés des campagnes et n'hésitant pas à se mettre en grève.

"La génération précédente se contentait de survivre, d'avoir un toit et d'être nourrie", dit Chen, qui travaille dans une usine produisant des silencieux et des pots d'échappement pour Honda à Foshan, dans le sud de la Chine.

"Nos exigences sont plus élevées, car nous avons des besoins matériels et spirituels supérieurs aussi. Nos revendications de grévistes sont basées sur la nécessité de maintenir notre niveau de vie", ajoute-t-il, demandant que son nom entier ne soit pas cité, de peur d'être licencié.

Avec sa coiffure à la mode -- cheveux teints en châtain clair --, Chen est l'un des nombreux jeunes ouvriers qui ont cessé le travail ces dernières semaines dans la province du Guangdong, ce sud manufacturier qui a été le moteur du modèle économique chinois basé sur les exportations et une main d'oeuvre bon marché.

Il ne veut plus seulement survivre, mais gagner suffisamment sa vie pour mettre un peu d'argent de côté. Un rêve qu'il n'a jamais pu atteindre depuis qu'il a commencé à travailler il y a cinq ans.

C'est ici et sur les côtes est que le "miracle" économique chinois a débuté il y a plus de 30 ans, lorsque le pays est sorti de l'économie dirigée en ouvrant ses portes aux capitaux étrangers.

Des centaines de millions de paysans à la recherche de travail -- la première génération des migrants -- ont travaillé de longues heures, souvent dans des conditions effroyables, envoyant de l'argent à leurs familles restées dans leurs campagnes.

Mais la nouvelle génération d'ouvriers n'est plus aussi docile et ne se contente plus d'un salaire de misère pour un travail difficile.

La grève à l'usine de Chen, Foshan Fengfu Auto Parts, a perturbé les chaînes d'assemblage du géant japonais Honda au début du mois. Et la lutte a abouti à une augmentation de 300 yuans du salaire mensuel de base, désormais à 1.500 yuans (179 euros).

Cependant, les ouvriers sont mécontents, affirmant que cette augmentation n'est pas suffisante en ces temps d'inflation.

Dans l'usine d'à côté, contrôlée par des étrangers et qui produit également des pièces automobiles, une grève le mois dernier a aussi abouti à une hausse de salaire, mais la direction a coupé dans les heures supplémentaires, précieuses pour arrondir les fins de mois.

"J'aimerais envoyer de l'argent à mes parents, mais je ne peux pas économiser un sou", explique Song Mafei, ouvrier de 22 ans.

"Mes parents sont contents que j'aie trouvé un travail, mais ils n'attendent rien de moi car ils savent que je peux à peine vivre de mon salaire", dit-il.

Ironie du sort, il gagne moins qu'avant la grève...

Beaucoup parmi les ouvriers chinois d'aujourd'hui connaissent la loi du travail adoptée en 2008 pour mieux garantir les droits des salariés.

"Protéger nos droits est légitime... si les gens sont opprimés, ils doivent se rebeller, c'est naturel", dit un ouvrier de Foshan Fengfu, qui ne donne qu'une partie de son nom, Li.

Dans ces conditions, les entreprises ont du mal à trouver des ouvriers qualifiés, alors que la reprise est là. En février, les usines du Guangdong manquaient de 900.000 ouvriers.

Conséquence, elles doivent faire appel à "des jeunes non qualifiés sans expérience", souligne Mao Pingwu, 30 ans, qui a travaillé dix ans dans des usines de céramique ou d'électronique.

"Même s'il est difficile d'économiser, ces ouvriers n'ont pas le choix, ce qui les conduit à accepter les bas salaires", dit-il.

Mao, originaire de la province pauvre du Hunan (centre), ne veut plus, lui, de cette vie. Il est désormais chauffeur de taxi et gagne 5.000 yuans par mois, beaucoup plus que les ouvriers des usines

Bangladesh. Grève générale au Bangladesh: plus de 300 personnes arrêtées. (28.06)

AFP - 27.06

DACCA - Plus de 300 personnes ont été arrêtées dimanche au Bangladesh où le principal parti d'opposition a appelé à une grève générale, a-t-on appris de source policière.

Des centaines de manifestants ont été dispersés à coup de gaz lacrymogène et de matraques par les forces de sécurité dans la capitale Dacca.

Un député du parti nationaliste du Bangladesh (BNP, opposition) a été blessé lors de heurts à l'Université de Dacca entre partisans et adversaires de la grève, a précisé un porte-parole de la police, Walid Hossain.

Le parlementaire a été transféré à l'hôpital puis placé en état d'arrestation, selon la même source.

Au moins 12.000 policiers et membres la Force d'action rapide ont été déployés pour parer à des troubles dans la capitale de 13 millions d'habitants où la plupart des bureaux et commerces étaient fermés dimanche.

A Dacca, au moins 167 personnes dont deux anciens ministres du BNP et un ancien secrétaire aux Affaires étrangères ont été arrêtées au cours de la grève et 120 militants ont été placés en détention quelques heures avant le début du mouvement, a indiqué le porte-parole de la police.

"Nous avons arrêté l'ancien ministre des Travaux publics Mirza Abbas ce matin sous l'accusation d'avoir mis le feu à des véhicules", a déclaré à l'AFP un autre responsable de la police, Toffazzal Hossain.

Les autres personnes ont été arrêtées pour des dégâts causés à des véhicules et pour comportement illégal, a déclaré le vice-ministre de l'Intérieur Shamsul Haque Tuku. Il a affirmé qu'il "y avait des raisons" pour procéder à ces arrestations.

Le BNP, à l'initiative de la grève, accuse le gouvernement de la Ligue Awami d'être incapable d'approvisionner correctement la population en eau, en électricité et en gaz. Il lui reproche aussi de procéder à des arrestations "arbitraires" et au harcèlement de ses partisans.

Il s'agit de la première grève générale depuis l'accession au pouvoir en janvier 2009 de la Ligue Awami après sa victoire aux législatives un mois plus tôt.

Selon la police, les transports et les transactions commerciales ont été paralysés dans l'ensemble du pays en raison de la grève.

Espagne. Grève dans le métro de Madrid. (29.06)

AP - 28.06

Les employés du métro de Madrid ont entamé lundi une grève de trois jours pour protester contre la baisse de 5% de salaire décidée par le gouvernement espagnol, dans le cadre de mesures d'économies budgétaires. Ce mouvement affectait 50% du service, selon l'entreprise qui gère le métro madrilène.

Environ 2,5 millions de personnes empruntent quotidiennement le métro madrilène, mais la grève devrait avoir un impact plus limité en raison des vacances scolaires et universitaires.

La réduction de salaire devrait être appliquée à partir du mois prochain, une économie pour le gouvernement qui a décidé d'un plan d'austérité pour réduire son déficit public aujourd'hui à 11,2% du PIB à 3% d'ici à 2013.

Grève générale mardi en Grèce contre la réforme des retraites. (29.06)

Libération.fr et AFP - 28.06

Une grève générale contre la réforme des retraites, mesure phare de la thérapie de choc administrée à la Grèce pour redresser ses finances, doit provoquer mardi des perturbations dans les transports et les services publics.

Cinquième grève générale depuis février contre l'austérité, la mobilisation doit perturber le trafic aérien «avec des retards et annulations à prévoir» mais sans clouer les avions au sol, les contrôleurs aériens ne s'étant pas joints à la grève pour protéger le tourisme, a indiqué Angélos Sotiropoulos, leur président, à l'AFP.

Même si la Fédération des marins n'a pas appelé à la grève, les liaisons avec les îles risquent aussi d'être touchées du fait du débrayage de sections syndicales du secteur contrôlées par le parti communiste. Des piquets de grève mis en place mercredi dernier par des militants de cette obédience avaient bloqué des milliers de passagers grecs et étrangers mercredi au port du Pirée, près d'Athènes.

Les transports urbains de la capitale et de Salonique, deuxième ville du pays, seront affectés par des des arrêts de travail, tandis que les trains doivent rester en gare.

La grève, à l'appel des deux grandes centrales syndicales, la GSEE pour le secteur privé et l'Adedy pour les fonctionnaires, ainsi que du Front syndical communiste Pame vise à protester contre le projet de réforme des retraites, coupant dans les acquis sociaux. Des défilés sont prévus dans les grandes villes en fin de matinée.

Le texte, qui doit être soumis au vote du parlement le 8 juillet impose 40 annuités, contre 37 auparavant, pour quitter la vie active, prévoit des coupes, de 7% en moyenne, dans les pensions, bannit les départs anticipés et généralise à 65 ans l'âge légal de départ à la retraite.

Le gouvernement socialiste s'est engagé à ces mesures auprès de l'eurozone et du Fonds monétaire international, en contrepartie du sauvetage financier du pays via des prêts de 110 milliards d'euros sur trois ans.

USA. Défaite pour les anti-armes à feu aux Etats-Unis. (29.06)

AP et 20minutes.fr - 28.06

La Cour suprême des Etats-Unis a infligé lundi un revers aux partisans du contrôle des armes à feu en jugeant que les Etats et les villes américaines n'avaient pas le droit d'interdire aux citoyens d'en détenir. La National Rifle Association a salué «un grand moment dans l'histoire américaine.»

La décision prise à une courte majorité de 5 juges contre 4 se fonde sur un jugement rendu il y a deux ans par la juridiction selon lequel une interdiction des armes de poing dans la ville de Washington violait la Constitution américaine.

Alors que ce jugement ne s'appliquait qu'à Washington, un district fédéral avec un statut juridique particulier, la décision de lundi l'étend de fait à l'ensemble du pays. Le dossier a provoqué une fracture idéologique au sein de la Cour suprême, plus haute juridiction du pays, les cinq juges conservateurs ou modérés se prononçant pour et les quatre libéraux contre.

Si la décision de lundi empêche les interdictions pures et simples des armes à feu, le juge Samuel Alito précise dans un texte rédigé au nom de la Cour que les Etats et les villes gardent la possibilité "de concevoir des solutions aux problèmes sociaux qui conviennent aux besoins et valeurs locales".

Le port d'armes, aux Etats-Unis, est garanti par le deuxième amendement de la Constitution, selon lequel "une milice bien organisée étant nécessaire à la sécurité d'un Etat libre, le droit qu'a le peuple de détenir et de porter des armes ne sera pas transgressé". Ce deuxième amendement, a confirmé lundi la Cour suprême, "s'applique de la même manière au gouvernement fédéral et aux Etats" composant l'Union.

Créée en 1789, la Cour suprême des Etats-Unis possède une double compétence. Elle est à la fois la plus haute instance judiciaire du pays et le dernier interprète en matière de constitutionnalité des lois et des décisions du président américain. Elle joue un rôle-clé en statuant sur de grands débats de société comme le droit à l'avortement, la peine de mort ou le port d'armes.

La Cour suprême est composée de neuf membres, huit juges et un président (chief of Justice), qui sont nommés à vie par le président des Etats-Unis, avec l'accord du Sénat.

Commentaire.

En quoi un Etat reconnaissant le droit à une milice privée de posséder des armes et de s'en servir le cas échéant pour se faire justice elle-même serait-il une démocratie ?

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)